



La Presse

cyberpresse.ca

**Travolta
extrême**

Cahier Arts+Spectacles, Cinéma, page C1

**Sale temps
sur la planète**

Cahier Actuel, page E1



MONTRÉAL | VENDREDI 28 MARS 2003 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 119^e ANNÉE > NO 156 > 70 PAGES > 6 CAHIERS | 65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > GATINEAU-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.

| CONSEIL DE GUERRE À CAMP DAVID |

« La victoire demandera du temps et des sacrifices »

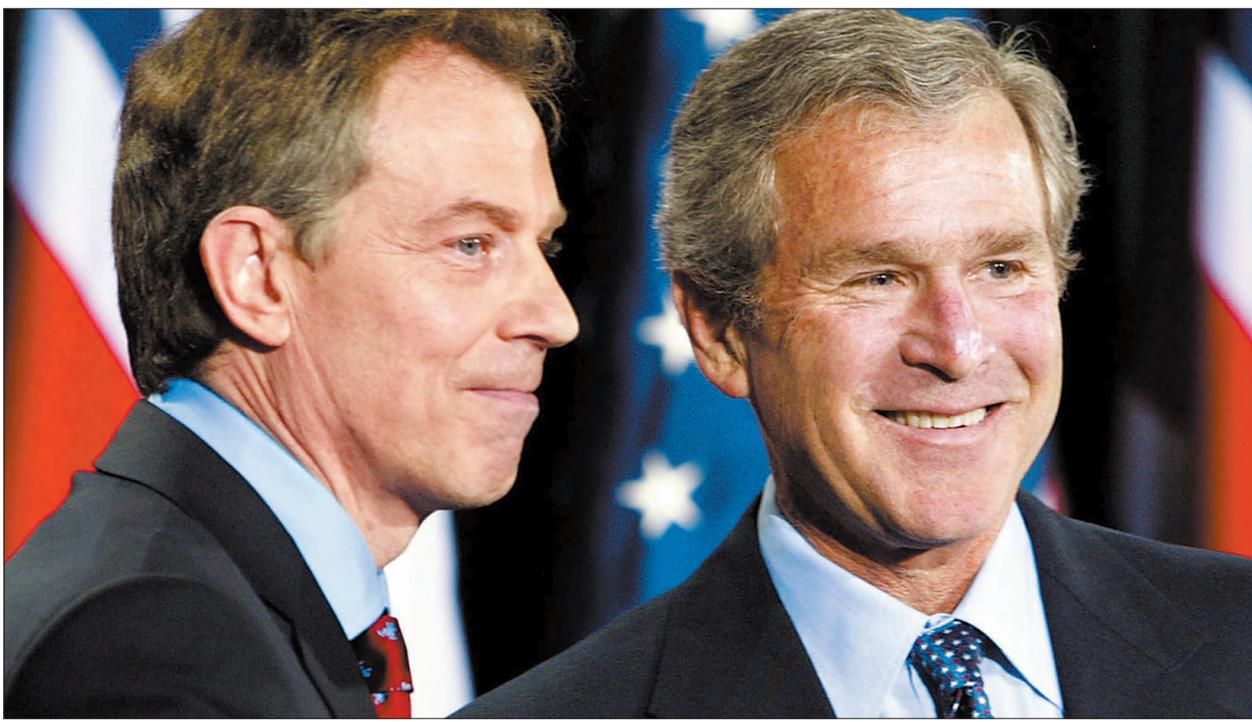


PHOTO REUTERS

À la conférence de presse qui a suivi leur rencontre à Camp David, dans le Maryland, pour faire le point sur les progrès de la guerre contre l'Irak et les plans de reconstruction de ce pays, le premier ministre de la Grande-Bretagne, Tony Blair, et le président des États-Unis, George W. Bush, ont affiché leur détermination à vaincre Saddam Hussein, sans toutefois pouvoir estimer le temps qu'il leur faudra pour parvenir.

> Bagdad bombardé

d'après AFP

CAMP DAVID — George W. Bush et Tony Blair ont affiché hier leur détermination à gagner la guerre contre l'Irak, mais se sont refusés à estimer le temps qu'il faudra pour vaincre Saddam Hussein.

« Cela prendra le temps qu'il faudra », a répondu le président des États-Unis interrogé sur la durée du conflit après la résistance rencontrée au cours de la première semaine de guerre.

« La campagne qui nous attend demandera encore plus de courage et encore plus de sacrifices, mais nous en connaissons le résultat: l'Irak sera désarmé, le régime irakien pren-

dra fin et le peuple irakien qui souffre depuis longtemps sera libéré », a aussi affirmé Bush au cours d'une conférence de presse commune après un sommet à Camp David, dans le Maryland.

■ D'autre part, une résolution permettant la reprise du programme Pétrole contre nourriture en Irak pourrait être votée dès aujourd'hui, a annoncé l'ambassadeur d'Allemagne aux Nations unies, Gunter Pleuger. « Il semble qu'un accord ait été trouvé » au Conseil de sécurité, a-t-il déclaré.

■ Près de Nasiriya, deux unités de marines ont tiré l'une sur l'autre et leur commandement général a semble-t-il été touché; 37

> Tirs fratricides au Sud

d'entre eux ont été blessés, dont cinq sérieusement.

■ Dans la région de Najaf et Kerbela, deux villes saintes du chiisme situées à une centaine de kilomètres de Bagdad, de violents combats ont opposé les forces occidentales aux premiers éléments de la Garde républicaine. Plus à l'est, près d'un millier de marines du premier corps expéditionnaire ont avancé vers Kut (à 150 km au sud-est de Bagdad), en provenance de Nasiriya.

Voir VICTOIRE en A2

La panique s'empare de Toronto

FRANÇOIS CARDINAL

TORONTO — « Vous n'avez plus grand choix: ou bien vous vous enfermez dans votre chambre d'hôtel, ou bien vous vous en retournez immédiatement à Montréal. »

Le conseil n'est pas donné à la légère. Et la personne qui le formule n'est pas à prendre à la légère non plus. En tant que présidente de l'Association des infirmières de l'Ontario, Barb Wahl suit de très près la crise qui secoue actuellement le Tout-Toronto. Et selon elle, rien n'est à prendre davantage au sérieux que le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), cette maladie communément appelée pneumonie atypique primitive qui a déjà emporté trois personnes à Toronto.

« Si vous m'aviez appelée avant de prendre l'avion, je vous aurais dit de ne pas mettre les pieds ici! » a-t-elle ajouté, on ne peut plus sérieuse, après que La Presse lui eut demandé les coordonnées de quelques-unes des centaines de personnes placées en quarantaine ces derniers jours dans la région. « Personne ne veut parler aux médias, a-t-elle enfin précisé. Les gens sont à la maison et ils sont inquiets, ils ont peur... »

Visiblement, les appels lancés hier par les autorités, lesquelles enjoignent à la population de ne pas paniquer, n'ont pas l'effet escompté. « Les gens paniquent », a dit avec déception Frankie Lee, gérant du Ruby Chinese Restaurant, le plus important restaurant chinois de la région, qui pâtit de la présente situation, d'autant plus qu'une folle rumeur court à son sujet.

Au cours des derniers jours, en effet, un courriel a été envoyé à des centaines et des centaines d'internautes de la Ville reine, prétendant que le chef cuisinier de ce restaurant avait été victime du syndrome respiratoire. Or, tout cela est faux, ont affirmé les autorités ontariennes. « Malgré cela, notre clientèle a depuis baissé de 90 %! se désolait M. Lee. Habituellement, à chaque dîner, les gens font la queue pour entrer dans notre restaurant de près de 600 places. Aujourd'hui, nous n'avons servi que 50 personnes... » Une enquête policière a été ouverte.

Voir TORONTO en A2

MON CLIN D'OEIL STÉPHANE LAPORTE
Parizeau s'en vient aider le PQ, à la demande de Jean Charest et de Mario Dumont.

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	C1-C10	La Presse Affaires	D1-D10
- télévision	C4	Loteries	A2, A7
Bandes dessinées	E8	Monde	cahier A
Bridge	E7	Mots croisés	E8, S12
Décès	E7	Mot mystère	E8
Éditorial	A10	Petites annonces	D11
États-vous		- immobilier	D11, D12
observateur?	D12	- marchandises	D12
Feuilleton	E8	- emplois	D12
Forum	A11	- automobile	D12, E6
Horoscope		- affaires	D2

MÉTÉO Voir S16
Percées de soleil
Maximum 11 > minimum 5

6 21924 98765 1

Les Bagdadis encaissent et restent défiants



JOONEED KHAN
envoyé spécial
À BAGDAD

Grande cohue hier matin dans la rue principale du quartier Hayy Aden du district d'Al-Chaab, dans le nord de Bagdad, où les magasins et logements éventrés, les véhicules tordus et calcinés, les étals sur roues déchiés et les débris éparpillés sur un kilomètre carré de route, de trottoirs et de marché public semblaient soudain anciens à la lumière du jour, sous un ciel plutôt clair.

À peine 24 heures plus tôt, alors que soufflait une tempête de poussière sous un ciel lourd de nuages et de fumée, deux missiles ont frappé en l'espace de quelques secondes, un de chaque côté de la rue, dévastant tout le quartier. Le bilan, placé provisoirement à plus de 35 morts, a été revu à la baisse hier, à 18 morts. Les restes de deux victimes ont été retrouvés sous une carcasse de voiture. Un

blessé est mort à l'hôpital. Et un bébé a été porté disparu.

Le quotidien de langue anglaise *Irak Daily*, qui publie seulement sur quatre pages en format tabloïd depuis le début de l'invasion, a consacré hier matin sa dernière page aux photos des victimes d'Al-Chaab: un vieil homme assis, tête baissée, ses lunettes cassées pendant encore à une oreille, le crâne et le visage en sang et le sang coulant sur ses vêtements; un secouriste soulevant un enfant au crâne défoncé; une tête de femme et une partie du torse gisant au

sol, détachées du reste du corps, et d'autres encore.

À l'hôpital Al Numaan, dans le quartier voisin d'Aazhimiya, où une cinquantaine de blessés ont été admis, engorgeant les urgences, le Dr Abdel Jabbar Al Shammari a déclaré que plusieurs des blessés, atteints notamment à la tête, au visage, à la poitrine et à l'abdomen par des éclats d'obus et des débris, étaient dans un état critique.

« Ceux-là ont été transférés dans des centres de soins spécialisés. Et les blessés moins graves ont été renvoyés chez eux pour faire de la place dans l'hôpital, car nous nous attendons à d'autres attaques du genre et nous voulons être prêts à toute éventualité », a-t-il dit. « Une dizaine des blessés étaient des enfants », a-t-il ajouté.

Voir BAGDADIS en A2



PHOTO PC

Le port du masque est impératif à l'hôpital St. Michael's qui, comme tous les autres hôpitaux de Toronto, a reçu l'ordre d'interdire les visites sauf celles des patients gravement malades et des enfants.

Le spécialiste NIKON NUMÉRIQUE au Québec!

<p>Nikon COOLPIX 4500</p> <ul style="list-style-type: none"> Appareil photo numérique Écran pivotant Résolution 4 millions de pixels Zoom 4x optique équivalent 38-155mm Mode vidéo avec son Interface USB Incluant : carte mémoire 16Mo et accessoires <p>879⁹⁹\$</p>	<p>Nikon COOLPIX 5000</p> <ul style="list-style-type: none"> Appareil photo numérique Écran pivotant Zoom 3x optique équivalent 28-85mm Résolution 5 millions de pixels Sensibilité de 100 ISO à 800 ISO Sabot de flash intégré Mode vidéo avec son Interface USB Incluant : carte mémoire 32Mo et accessoires <p>1099⁹⁹\$</p>	<p>Nikon D-100</p> <ul style="list-style-type: none"> Boîtier numérique professionnel Résolution 6,3 millions de pixels Sensibilité de 200 à 1600 ISO 5 zones de mise au point Accepte les cartes Compact flash type 1-ii et MicroDrive Objectif interchangeable Objectif non inclus. <p>2649⁹⁹\$</p>
--	--	---

L.L.Lozeau
LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE ET DES TECHNOLOGIES DE L'IMAGE
(514) 274-6577 6224, St-Hubert Montréal, Québec
www.lozeau.com
Valide jusqu'au 4 avril 2003.
Les photos peuvent différer.

DEMAIN DANS LA PRESSE



(Sur)vivre à Las Vegas

Bien avant que Céline Dion, sa famille et son équipe ne s'établissent à Las Vegas, d'autres vedettes québécoises s'y étaient installées. Le journaliste Hugo Dumas et le photographe Bernard Brault en ont rencontré quelques-unes, dont l'imitateur André-Philippe Gagnon et Sylvie Fréchette, designer aquatique et entraîneuse des artistes du spectacle *O du Cirque du Soleil*.

À lire demain dans le cahier Arts et Spectacles

AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Venez clavarder avec la nouvelle animatrice de Musique Plus, Monique Simard, à 18 h: cyberpresse.ca/clavardage

> André Pratte vient parler de la campagne électorale et de la guerre en Irak, à 11 h: cyberpresse.ca/clavardage

> Rencontrez le candidat de l'ADO et ex-député bloquiste Pierre Brien à midi trente: cyberpresse.ca/clavardage

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (QC) H2Y 1K9

TÉLÉPHONE

RÉDACTION
redaction@lapresse.ca (514) 285-7070

ABONNEMENT
abonnement@lapresse.ca (514) 285-6911

1-800-361-7453

PETITES ANNONCES
petitesannonces@lapresse.ca 1-866-987-8363

DÉCÈS ET REMERCIEMENTS
deces@lapresse.ca (514) 285-6816

LOTÉRIES LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres: 0-2-9 > À quatre chiffres: 0-1-9-0

SUITES DE LA UNE

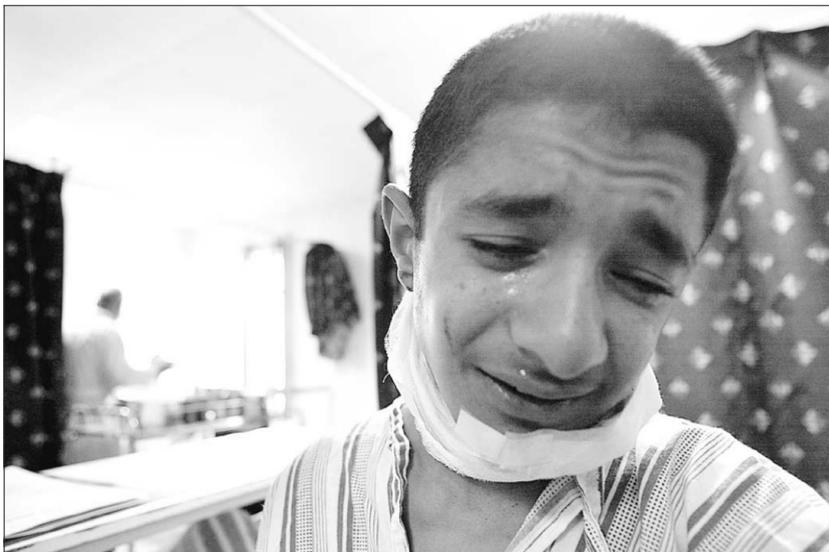


PHOTO AFP

Un jeune Bagdadi en pleurs sur son lit d'hôpital, apparemment blessé dans le bombardement du quartier Al-Chaab.



PHOTO AFP

Un jeune Bagdadi devant sa maison atteinte hier par un missile américain dans le quartier sud d'Al-Yussufiyeh.

VICTOIRE

Suite de la page A1

■ Les Britanniques ont par ailleurs affirmé avoir détruit 14 chars T-55 irakiens au sud de Bassora.

■ Bagdad et sa banlieue ont subi dans la nuit une nouvelle vague de violents bombardements, la septième en 24 heures. Ces raids auraient visé un centre de contrôle de télécommunications.

■ Au nord, les Kurdes irakiens ont investi des baraquements qui avaient été abandonnés par les soldats irakiens près de Chamchamal, à 35 km de Kirkuk.

■ La chaîne satellitaire qatarote Al-Jazira a affirmé que des bombardements tôt hier ma-

tin sur Mossoul, la plus grande ville du Nord, avaient fait « plus de 50 victimes, morts ou blessés ».

Sur le plan diplomatique, le débat qui s'est achevé hier au Conseil de sécurité de l'ONU a mis en relief l'isolement des États-Unis et de la Grande-Bretagne au sein de la communauté internationale, préoccupée des conséquences humanitaires de la guerre.

Pendant ce débat, l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU, John Negroponte, a quitté la salle du Conseil au milieu de l'allocation de son homologue de l'Irak, Mohamed Al-Douri, expliquant en avoir assez « d'écouter des accusations absurdes ».

D'autre part, la Russie a durci le ton en appelant à arrêter cette « action militaire illégale dont les répercussions sur le reste du monde se font déjà sentir », et à ramener la question irakienne au Conseil de sécurité.

Après Washington, le gouvernement britannique a revu à la hausse son budget pour la guerre, qui passe de 1,75 milliard à trois milliards de livres, a annoncé le ministre des Finances, Gordon Brown.

Réunis à Bagdad autour du président Saddam Hussein, les dirigeants du parti Baas (au pouvoir) se sont de leur côté engagés à causer « le maximum de pertes humaines et

de dommages matériels » aux forces américaines et britanniques. Le ministre de la Défense, Sultan Hachem Ahmad, a assuré que Bagdad était « imprenable ».

Enfin, 59 % des Britanniques soutiennent la guerre en Irak, une proportion qui ne cesse de croître depuis le début du conflit il y a huit jours, selon un sondage publié ce matin dans le *Daily Telegraph* de Londres. Le 18 mars, deux jours avant le début du conflit, l'appui à la guerre était de 50 %.

L'optimisme quant aux chances d'un conflit court est en revanche en recul, 37 % des Britanniques, contre 18 % dans un sondage publié le 23 mars, pensant désormais la guerre va durer quelques mois.

BAGDADIS

Suite de la page A1

Devant l'hôpital, des proches attachaient sur le toit d'une voiture encore salie par la pluie de boue de mercredi un cercueil en bois contenant le cadavre d'une victime. « Chahide, chahide » (martyr), disaient les gens s'affairant à l'entrée de l'institution. « Mort à Bush, l'Irak vaincra », ajoutaient-ils, en vaquant à leurs affaires.

Quelques-uns des blessés sont encore là. Dans la section des hommes, Ala Aabid Ayyache, 26 ans, a le visage tuméfié et d'épais pansements aux bras, aux jambes et à l'abdomen. « J'habite Al Doura, je suis charpentier et je travaille à Hayy Aden, dit-il lentement et avec peine. Je traversais la rue. Je n'ai rien vu. J'ai juste entendu une explosion. J'ai été projeté face contre terre. Je me suis réveillé à l'hôpital, raconte-t-il. Que voulez-vous que je dise à Bush? C'est une bête. Que Dieu l'emporte. Vive l'Irak », ajoute-t-il, maîtrisant sa douleur.

Parents et amis entourant son lit et ceux de trois ou quatre autres blessés écoutent, impassibles, stoi-

ques. Puis, à tour de rôle, chacun y va de sa dénonciation de Bush et de l'Amérique, et de sa profession de foi de patriote irakien.

À Hayy Aden, massés parmi les débris sur les lieux de l'attaque, les habitants du quartier racontent. Des voitures ont été projetées d'un côté de la rue à l'autre. Une famille a été brûlée vive dans son logement au-dessus d'un commerce: le père, la mère, enceinte, et leur petite fille, Jouaneh. Une mère marchait avec son fils, le tenant par la main: il a disparu et n'a pas été retrouvé. Un jeune homme s'amène avec un petit exemplaire du Coran, les marges brûlées, le texte encore lisible.

Pendant qu'on parle et que des journalistes tournent pour la télé ou prennent des photos des cratères peu profonds laissés par les deux missiles, d'autres explosions résonnent dans l'air de Bagdad. « Le grand peuple irakien ne sera jamais intimidé. On est tous des Saddam Hussein. Mort aux envahisseurs. » Tels sont les slogans qui répondent aux déflagrations.

Autre blessé rencontré à l'hôpital Al Numaan: Muneeb Aabid Haamid, 25 ans, dont la maison dans le quartier proche d'Al-Tujjaar, voisin d'une école secondaire pour filles, a été atteinte deux nuits plus tôt par un missile qui s'est brisé en trois morceaux, l'un tombant dans la cour de l'école Balqis, le dernier dans une rue voisine.

« C'était passé 11 h du soir. On venait de souper et on s'est allongé sur le lit dans notre chambre, à l'étage, ma femme, Sahhar, notre fils, Qaisar, 6 ans, et moi. Une forte explosion a secoué la maison, les vitres ont éclaté. Je me suis retourné d'instinct pour protéger ma femme et mon fils avec mon corps. J'ai alors senti le sang qui coulait de mon ventre. Ma mère, qui habite en bas, a crié et elle est montée prendre Qaisar. Des voisins et des amis sont venus aider », dit Muneeb, blessé à l'abdomen, aux cuisses, aux jambes et aux pieds.

« Ma femme et mon fils ont pu rentrer à la maison ce matin, Dieu merci », ajoute-t-il. Quand je lui souhaite prompt rétablissement, il

répond: « Souhaitez plutôt la paix à tous les Irakiens. » Dans sa chambre de la maison familiale, à Al-Tujjaar, le matelas sur lequel la petite famille dormait au moment de l'attaque et le drap sont tachés de sang. Ses vieux parents sont défaits: « Nous mourrons tous pour l'Irak, mais, avec l'aide de Dieu, nous ne céderons jamais », dit sa mère.

Même défiance à la télévision d'État, qui continue d'émettre, deux jours après que des missiles américains eurent détruit la station centrale à Bagdad. Les chants patriotiques sont entrecoupés de communiqués militaires, d'exhortations à la résistance, d'images montrant des victimes civiles des raids, des soldats et des miliciens irakiens dansant sur les carcasses d'hélicoptères et de chars américains détruits dans le sud du pays.

Après plusieurs jours de mauvais temps, et malgré la poursuite de bombardements américains, la capitale irakienne s'est animée hier. Dans des quartiers populaires, les marchés publics étaient ouverts

comme à l'accoutumée. Salons de thé et restaurants retrouvaient leur clientèle d'habités. Dans le quartier Al-Tahrir, au cœur de Bagdad, les magasins d'appareils électroniques faisaient de bonnes affaires. Sur les trottoirs, de petits vendeurs de pièces électriques et électroniques, de piles et de larges bandes adhésives pour protéger les vitres avaient réinstallé leurs étals.

Partout, la même défiance à l'Amérique: « À bas Bush, à bas Blair! » « L'Irak est uni sous la grâce d'Allah! » « L'Amérique dicte, fléau des nations! » « De loin, ils tuent les innocents, qu'ils viennent donc nous affronter sur le terrain », lançaient vendeurs et clients.

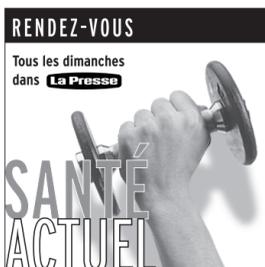
« Ça fait déjà huit jours qu'ils nous bombardent et ils sont toujours bloqués dans le Sud; je ne vois pas de bataille de Bagdad avant des semaines, des mois peut-être. Et s'ils entrent ici, ils n'en sortiront pas vivants », affirme Samad, qui vend des montres près de la place Al-Tahrir.

Marcel Tremblay
Précision

C'EST par erreur que *La Presse* a écrit dans son numéro de jeudi dernier que M. Marcel Tremblay était président de l'arrondissement Notre-Dame-de-Grâce.

M. Tremblay est conseiller municipal du district Décarie de cet arrondissement présidé par Michael Applebaum.

Nos excuses.



TORONTO

Suite de la page A1

Évidemment, les mesures d'urgence décrétées mercredi par le gouvernement ont exacerbé les craintes de la population qui, jusque-là, ne prenait pas encore très au sérieux les menaces de contamination. Mais les trois morts, les 28 cas recensés, les 10 autres cas probables, les centaines de personnes en quarantaine, la fermeture des urgences de l'hôpital Scarborough Grace ainsi que le plan d'action dévoilé hier prouvent aux plus sceptiques la gravité de la situation.

Tous ceux qui ont voyagé dans la province de Guangdong en Chine, à Hong Kong, au Vietnam ou à Singapour, tous ceux qui ont visité le Scarborough Grace après le 16 mars et tous ceux qui pensent avoir été en contact avec une personne victime du syndrome doivent absolument s'enfermer à la maison pour un minimum de 10 jours.

En outre, ces personnes doivent en tout temps porter un masque protecteur en présence d'autres

personnes. D'ailleurs, hier, à un jet de pierre de l'hôpital Scarborough Grace, à la pharmacie Careplus, les masques étaient sans aucun doute les plus populaires des articles... même s'ils n'étaient en vente que depuis trois heures. « La demande est très très grande, a précisé Steven Cheung à travers le masque que lui-même portait. Les gens sont inquiets. »

Afin de limiter les risques de propagation, le ministre de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario, Tony Clement, a notamment annoncé hier qu'il était dorénavant interdit, sauf exception, de rendre visite à des proches à l'hôpital. Ainsi, des affiches installées aux portes de l'hôpital Scarborough Grace et des autres centres hospitaliers de la région préviennent que personne n'a le droit de s'approcher sans raison valable. En outre, certaines cliniques ont été mises sur pied pour accueillir toutes les personnes qui croient souf-

frir du SRAR.

« Ce n'est pas suffisant, croit la présidente de l'Association des infirmières, M^{me} Wahl. Le gouvernement doit en faire plus. Il doit par exemple demander à toutes les personnes en quarantaine de s'enregistrer afin qu'un suivi adéquat puisse être fait. Il doit également équiper suffisamment toutes les infirmières de la ville, et pas seulement celles qui ont travaillé à Scarborough, de telle sorte qu'elles ne soient pas vulnérables. »

Suffisantes ou non, ces mesures n'en constituent pas moins un chambardement dans la vie de plusieurs. Comme pour en témoigner, lors de notre visite à l'hôpital Scarborough Grace hier, un vieil homme attendait patiemment un taxi... depuis plus de deux heures. Lorsqu'un vaillant chauffeur s'est enfin présenté, nous lui avons demandé pourquoi ses collègues refusaient de se présenter: « Personne ne voulait y aller », a simplement

répondu Alex avec l'air de celui qui ne comprend pas la panique générale.

Une balade avec lui et son passager a suffi pour comprendre la crainte qui secoue les chauffeurs de taxi. Régulièrement, pendant la journée, la centrale se sert du système de communication pour avertir les chauffeurs que ceux ayant pris à bord au cours des derniers jours un client à l'hôpital Scarborough Grace ou dans un autre centre hospitalier doivent immédiatement cesser de travailler, ce qui constitue pour la plupart un problème financier certain.

« Moi, j'en ai pris plein, de clients, à Scarborough Grace, a lancé avec fierté Alex. Mais rien ne peut m'arriver puisqu'on m'a donné un masque de protection », a-t-il ajouté en brandissant l'objet au bout de son bras. Ne serait-il pas plus utile devant votre visage? avons-nous demandé. Une moue d'inconfort a été sa seule réponse.



IRAK > LA GUERRE



« En moins d'une semaine, nous avons sécurisé les puits de pétrole et les usines, nous avons protégé cette ressource et cette richesse pour le peuple irakien et nous avons évité des catastrophes écologiques. »

— Tony Blair,
Premier ministre britannique

« Nous ne serons pas surpris si l'ennemi encerclé Bagdad dans de cinq à dix jours, mais il devra encore prendre la ville. Bagdad ne peut être conquise aussi longtemps que ses citoyens sont en vie. »

— Le sultan, Hasim Ahmad,
Ministre irakien de la Défense

Le front nord prend forme

Le risque d'une « guerre dans la guerre » préoccupe les Américains



ISABELLE HACHEY
envoyée spéciale

AU KURDISTAN IRAKIEN

SULEYMANIE — Malgré le refus de la Turquie de permettre le transit de troupes américaines sur son territoire, les États-Unis se préparaient hier à ouvrir un front nord contre l'Irak, beaucoup moins considérable que prévu, après avoir parachuté un premier contingent de 1000 soldats au cœur même de la région du Nord irakien contrôlée depuis 1991 par les rebelles kurdes.

Au cours des prochains jours, des milliers d'autres soldats des forces spéciales américaines rejoindront les parachutistes de la 173^e brigade aéroportée, qui s'affairaient hier à mettre sur pied leur base militaire au nord d'Erbil, la « capitale » du Kurdistan irakien. Les soldats, qui ont décollé à bord de C-17 de la base d'Aviano, au nord de l'Italie, ont été parachutés au Kurdistan au cours de la nuit de mercredi à hier.

« C'est le début du front nord », a affirmé hier un officiel du Pentagone. Près de 10 000 soldats des forces alliées devraient bientôt atterrir dans la région kurde « autonome », protégée depuis la fin de la guerre du Golfe par des patrouilles aériennes alliées. Les avions américains transporteront aussi des tanks, des blindés, des mortiers, des lance-roquettes antichars et de l'artillerie lourde, ainsi que des équipes de démineurs et de snipers.

L'opération sera néanmoins très réduite par rapport à ce qu'a prévu le Pentagone dans ses plans de guerre initiaux. En raison du refus de la Turquie de voir transiter 62 000 soldats américains sur son territoire, la puissante 4^e division d'infanterie, qui devait rouler en tanks et blindés sur le nord de l'Irak en passant par la frontière turque, fait maintenant route vers le Koweït, au sud, où sont regroupées les troupes alliées.

Avec l'aide des peshmergas (combattants kurdes), les soldats américains dépêchés au Kurdistan tentent sans doute d'éradiquer très bientôt le groupe terroriste Ansar al-Islam, dont les 700 militants se terrent dans les montagnes kurdes bordant la frontière iranienne. D'ici quelques jours, les militaires pourraient aussi lancer une offensive sur Kirkuk et Mossoul, deux villes stratégiques du nord irakien contrôlées par Bagdad.

Depuis le début de la guerre, les raids aériens se sont intensifiés dans les deux villes riches en pétrole. Déjà, le régime de Bagdad semble faiblir. En l'espace d'une heure, hier, 3000 soldats irakiens ont abandonné les positions qu'ils occupaient sur les hauteurs de la petite ville kurde de Chamchamal, reculant de 18 kilomètres vers Kirkuk. Sans même combattre, les peshmergas se sont emparés du terrain perdu, et se retrouvent aujourd'hui à une dizaine de kilomètres seulement de cette ville d'un million d'habitants revendiquée par les Kurdes, qui rêvent d'en faire leur capitale régionale dans l'Irak fédéral de l'après-Saddam.

L'opération américaine au Kurdistan aura aussi pour objet de dissuader les 40 000 soldats turcs qui se massent depuis des semaines à la frontière d'envahir l'Irak, ce qui risquerait de provoquer une « guerre dans la guerre » entre les militaires turcs et les forces kurdes. Cet ultime effort de dissuasion sera fortement mis à l'épreuve si les peshmergas se joignent aux Américains pour lancer un assaut sur Kirkuk et Mossoul. La Turquie menace d'envahir le Kurdistan si les peshmergas entrent dans les deux villes, craignant qu'une participation kurde à la guerre n'augmente leur influence dans l'Irak de l'après-Saddam.

Les Kurdes répliquent que c'est le refus de la Turquie de permettre aux soldats américains de lancer une offensive à partir de son territoire qui a forcé la coalition à considérer la possibilité de lancer un assaut limité contre les villes du nord de l'Irak avec l'aide des milices kurdes. Bien que les autorités kurdes répètent depuis des semaines que leurs 70 000 peshmergas ne forment qu'une « force défensive », elles n'ont jamais caché leur désir de les voir combattre aux côtés des forces alliées.

« Jusqu'ici, les Américains ne nous ont rien demandé », soutient Kousrat Rasoul, ancien « premier ministre » et membre du bureau politique de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'une des deux factions kurdes qui contrôlent le territoire autonome de 42 000 kilomètres carrés. « Les États-Unis refusent que nous participions à une attaque pour éviter un conflit avec la Turquie, mais s'ils nous demandent de collaborer, nous sommes prêts à nous battre, jusqu'à la chute de Bagdad. »



Près de 200 membres des médias ont assisté, mercredi, à la livraison d'aide humanitaire par un organisme koweïtien, dans le village de Safwan, dans le sud de l'Irak.

L'espoir des accablés



GILLES PAQUIN
envoyé spécial
EN IRAK

OUM QASR — Les habitants du port irakien d'Oum Qasr ne savent pas encore s'ils font face à une arrivée d'occupation ou de libération, mais ce dont ils ont la certitude, c'est qu'ils manquent d'eau, d'électricité et de liberté, affirme un professeur d'anglais à la tête grise. À ses côtés, personne ne conteste.

Très digne dans son veston fatigué, l'homme est entouré d'une quinzaine de personnes qui l'écoutent avec respect. Sans jamais hausser la voix malgré l'agitation qui règne dans la rue, face au quartier général des forces britanniques, Najim Ahd explique le mutisme de ses concitoyens.

« Il y a plein de gens ici qui pensent que Saddam Hussein va revenir comme en 1991. Vous ne pouvez pas vous imaginer combien nous avons souffert. Vous ne le pouvez pas parce que c'est trop terrible, ce que le régime nous a imposé », dit le professeur.

Selon lui, les Irakiens ont été pendus, torturés et tués lorsqu'ils critiquaient Saddam ou ses fils. Le pays est rempli de cimetières qui témoignent de la violence exercée à l'endroit de l'opposition. Et le pire, c'est que ce système terroriste a longtemps été appuyé par la communauté internationale. Plusieurs entreprises étrangères faisaient affaire avec lui et cachaient ces crimes, dit-il.

À titre d'exemple, il rappelle que les sbires de Saddam ont brutalement réprimé les trois jours de révolte des chiites irakiens, en 1999, au lendemain de l'assassinat de l'ayatollah Mohammed Sadek al-Sadr, un de leurs chefs religieux. Dix maisons ont été détruites, 45 personnes arrêtées et leurs familles emprisonnées pendant 10 mois. Ces 45 personnes ne sont jamais revenues.

« La vie a toujours été difficile ici, mais lorsque Saddam est arrivé au pouvoir, en 1979, tout a changé pour le pire. Tout a augmenté et la seule chose qui est devenue bon marché, c'est la mort », ajoute

Najim Ahd. Tous ses amis instruits ont souffert ; les professeurs, les artistes et les écrivains étaient détestés par la dictature.

Seul port du pays et porte d'entrée de 60 % de ses importations, Oum Qasr bourdonnait d'activité avant la guerre. Aujourd'hui, tout est paralysé. Le vieux port est vide, et le nouveau est monopolisé par les troupes anglo-américaines, qui préparent l'arrivée de leurs ravitaillements. « Bienvenue dans le nouveau port irakien des marines américaines » dit l'affiche retouchée au-dessus du portail.

La ville de 40 000 habitants a l'air naufragée avec ses immeubles délabrés et ses déchets semés aux quatre vents. Les grandes avenues poussiéreuses sont livrées aux convois militaires, des douzaines de vitrines ont été vandalisées, des boutiques, saccagées et des usines, pillées. La population, déjà pauvre avant la guerre, n'a plus de travail. Elle semble ignorer ce que lui promet l'avenir.

Un débardeur en chômage demande si le port va bientôt reprendre ses activités. Ses voisins le souhaitent, mais ils en doutent, tant que durera la guerre. « Dites aux soldats de protéger nos usines du pillage, la vie sera meilleure ainsi », commente Najim Ahd. Malheureusement, le régime a montré aux gens à voler, explique-t-il.

Trois militaires américains, qui montent la garde devant le vieux port, nous ont d'ailleurs affirmé un peu plus tard que le pillage se poursuit depuis le départ des troupes gouvernementales et des dirigeants du parti au pouvoir. « Ils emportent tout ce qu'ils peuvent ; j'ai même vu un homme emporter un canapé sur son vélo. C'est un exercice difficile, il faut des années d'expérience pour y parvenir », lance en riant un caporal des marines. Ses camarades racontent que les pillards prennent tout ce qui leur tombe sous la main et qu'il est difficile de les arrêter.

Sous nos yeux, un homme roule un baril de pétrole dans la rue en jetant des regards furtifs derrière lui. Plus loin, deux hommes sortent un canapé d'un immeuble réservé aux employés du port et traversent un terrain vague en s'arrêtant ici et là pour reprendre leur souffle. Il n'y a plus de police en ville et l'armée a d'autres priorités.

Les barrages militaires installés à la sortie de la ville sont là pour tenter de récupérer les armes. Tous les voyageurs irakiens sont fouillés et gardés à vue par des soldats armés tandis que d'autres exami-

nent le véhicule de fond en comble. Drapeau ou chiffon blanc attaché à l'antenne de la radio, ils repartent sans mot dire.

« Nous sommes ici depuis quatre jours et nous n'avons pas encore trouvé d'armes. C'est très calme, le jour. La nuit, il y a parfois des coups de feu », dit Terry Conley, 30 ans, soldat britannique qui a aussi fait des séjours en Bosnie et en Irlande du Nord. « Les gens sont plutôt sympathiques », dit-il.

Ce n'est pas tout le monde qui est aussi calme. Certains soldats sont nerveux et bousculent facilement les gens qui n'obéissent pas à leurs ordres, souvent d'ailleurs parce qu'ils ne comprennent pas ce que disent les occupants. « L'armée distribuait des bouteilles d'eau aujourd'hui et un soldat m'a secoué durement parce que j'approchais trop de lui. C'est un manque de respect intolérable », dit un homme d'âge mur. Puis, comme s'il avait mûri sa réflexion, il ajoute : « Dans un mois ou deux, il faudra qu'ils repartent, sinon nous allons les combattre. »

Les militaires ont aussi la main lourde lorsqu'ils font des perquisitions. Hier, tout un quartier a été fouillé, maison par maison, à la recherche de sympathisants du régime. Deux hommes, présumés membres du Baas, ont été arrêtés et amenés au camp militaire, à quelques kilomètres de la ville. C'est là aussi que sont détenus les prisonniers de guerre. « C'est normal, ce sont des soldats et ils font leur travail », dit un chauffeur de camion.

Pour le professeur Ahd, il ne fait aucun doute que les jours de Saddam Hussein sont comptés. Après, tout ira en s'améliorant. L'Irak est un pays riche qui possède une vieille civilisation et des gens instruits, mais que l'on traite aujourd'hui comme un peuple de mendiants. « Nous avons des aliments, nous ne voulons rien quémander. Tout ce nous voulons, c'est retrouver notre dignité et notre sécurité », dit M. Ahd. Et comme un leitmotiv, il répète que la population a besoin d'eau, d'électricité et de liberté.

Dans l'espoir d'accélérer les choses, il a formé un comité composé d'une vingtaine de citoyens qui veulent entreprendre la reconstruction en collaboration avec les autorités militaires. Des gens honnêtes et compétents prêts à mettre leurs talents au service de la collectivité, précise-t-il.

Si jamais Saddam Hussein garde le pouvoir, ses concitoyens et lui sont des hommes morts.



IRAK > LA GUERRE



LE FIL DES ÉVÉNEMENTS

Voici le fil des événements survenus d'heure en heure au cours de la journée d'hier. Les heures indiquées sont celles de Montréal, suivies des heures de Bagdad, entre parenthèses.

1h02 (9h02)

Nasiriya. Nouvelle bavure des troupes américaines : 37 marines américains sont blessés alors que des « tirs amis » d'obus et de mortiers pilonnent le quartier général de l'armée. Trois blessés sont dans un état critique tandis que deux autres sont grièvement touchés.

6h45 (14h15)

Bassora. Les forces britanniques annoncent avoir détruit durant la nuit 14 chars et quatre blindés irakiens qui tentaient de quitter la ville. Le convoi irakien, estimé à entre 70 et 120 véhicules, aurait été en grande partie « repoussé ».

11h15 (19h15)

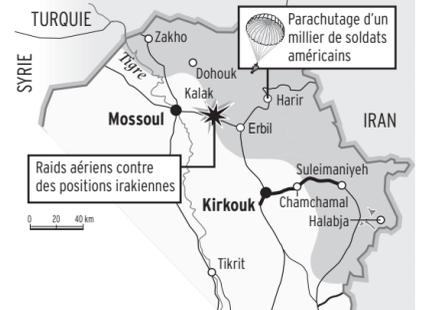
Camp David. George Bush et Tony Blair ne s'engagent pas sur la durée de la guerre, mais affichent leur détermination à en sortir vainqueurs.

12h31 (20h31)

Washington. La chaîne de télévision Al-Jazira diffuse en exclusivité des images d'un hélicoptère Apache abattu en Irak. Une nouvelle que démentent les Américains qui reconnaissent néanmoins la perte d'un drone.

14h05 (22h05)

Bagdad. Le ministre irakien de la Défense, Sultan Hachem Ahmad, assure que « Bagdad est imprenable », mais reconnaît que les premières unités américaines sont à 140 km de la capitale.



Dover, dernier arrêt pour les soldats tombés au combat



LOUISE LEDUC
AU DELAWARE

DOVER — La base militaire de Dover, au Delaware, est l'endroit entre tous où les soldats américains espèrent ne jamais atterrir. Car c'est ici qu'arrivent les dépouilles de tous ceux qui sont morts au combat à l'étranger et, partant, de tous ceux qui sont tombés en Irak depuis le début de la guerre.

Ces derniers jours, pas moins de 24 soldats sont rentrés les pieds devant, en provenance de l'Irak et de l'Afghanistan. Dans la seule nuit de mercredi à hier, la base de Dover en a reçu 16. C'est dire combien les heures de sommeil de la lieutenant-colonelle Karen Stocks, l'un des aumôniers de service, ont été amputées. « Mes collègues aumôniers et moi accueillons chacun des avions transportant nos militaires, explique-t-elle. À bord, je prie pour eux, pour leur famille, de même que pour l'équipage ayant permis en tout respect au soldat tombé de rentrer chez lui. »

À l'extérieur de l'avion, une garde d'hon-

neur saluera solennellement le combattant puis conduira le cercueil recouvert du drapeau américain un demi-kilomètre plus loin, à la morgue militaire Charles C. Carson, à l'expertise sans pareille.

Depuis 1955, entre 50 000 et 60 000 soldats y ont été embaumés, tout comme les victimes civiles de grandes tragédies nationales : les 188 victimes de l'attaque contre le Pentagone du 11 septembre 2001, les débris humains des astronautes de la navette *Challenger* (en 1986) et de la navette *Columbia* (en février), les passagers du vol de la Pan Am qui a explosé au-dessus de Lockerbie en 1988, les victimes de maintes prises d'otages au fil des ans...

Les dépouilles, dénichées ou mutilées, ne sont souvent identifiables qu'après analyses informatiques de l'ADN ou de fiches dentaires. Pour les thanatologues et les médecins légistes qui pratiquent les autopsies, c'est l'horreur, semaine après semaine. « La tâche de nos thanatologues est la plus lourde qui soit, croit la major Kate McGraw, psychologue clinicienne. D'ordinaire, les thanatologues embaument surtout des personnes âgées. Ici, ils voient essentiellement défiler de jeunes gens dans la force de l'âge qui portent la marque bien visible de violents combats ou de crashes. »

Tous travaillent dans le même sens, assure le major aumônier Jim Browning. « Rendre sa dignité à chaque soldat qui a donné sa vie pour son pays : tel est l'objectif à la base de Dover, résume-t-il. Vous devriez voir dans quel état les dépouilles nous arrivent, et dans quel état elles repartent en avion aux quatre coins des États-Unis pour leurs funé-



Photo Associated Press ©
Le directeur de la base mortuaire de Dover, William Zwicharowski, dans l'une des salles de la morgue militaire des États-Unis.

raillés ! C'est dans ce professionnalisme que je trouve ma consolation. »

La minutie est certes de mise. Les agents du FBI et de quantité d'agences gouvernementales sur place s'en assurent au premier chef pour qu'aucun détail de l'autopsie et de

l'embaumement ne soit négligé. Il y va du bon déroulement de l'enquête à venir, mais aussi du deuil des familles (qui n'auront souvent dépêché qu'un seul membre à la base de Dover), à soulager autant que faire se peut. « Qu'importe si les jambes du soldat ne sont pas visibles dans le cercueil, évoque le major Browning. Chaque pli du pantalon sera impeccable, chaque uniforme sera rendu plus que parfait. »

La morgue conserve d'ailleurs précieusement dans ses placards les uniformes de tous les services de l'armée, de même que toutes les décorations et tous les écussons imaginables, qui seront tissés exactement là où ils doivent se trouver sur les blasons, au centimètre près.

Et pas question « de jouer les machos » à la base de Dover, insiste le major Browning. « Dès que quelqu'un semble fléchir devant la tâche à accomplir, il est fortement invité à céder sa place, à aller prendre l'air. »

Fait à noter, aucun employé de la morgue ne travaille sans avoir à ses côtés une équipe de psychologues et d'aumôniers s'assurant qu'il tient bien le coup.

Aussi rare que cela puisse être dans l'armée, « on encourage chacun à exprimer ses sentiments et à venir nous consulter au moindre signe de détresse, explique la major McGraw. Et cela se fait tout naturellement chez nous, même parmi nos officiers de haut rang, chacun sachant que les mauvais rêves, les humeurs changeantes et les pleurs sont, devant tant d'horreur, des réactions normales, même pour des soldats. »

Macabre, comme travail ? « Chacun de nous, à la base de Dover, en tire une incomparable fierté », conclut la major McGraw.

Des écoles annulent leurs voyages aux États-Unis

MARIE ALLARD

DES ÉCOLES secondaires de Montréal annulent leurs voyages scolaires aux États-Unis en raison de la guerre.

« Bien que nous n'ayons pas donné de directives en ce sens, les écoles Monseigneur-Richard et Cavelier-de-LaSalle ont décidé de ne pas envoyer leurs élèves à New York et Boston tel que prévu », indique Brigitte Gauvreau, porte-parole de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB). D'autres établissements, telle l'école Félix-Leclerc, songent aussi à faire une croix sur des voyages chez nos voisins du Sud, bien que leur décision finale n'ait pas encore été prise.

Des solutions de rechange

« Les écoles qui hésitent ont trois possibilités », souligne Stéphane Mathieu, directeur d'Éducatours, une entreprise spécialisée dans les voyages scolaires. Elles peuvent annuler leur voyage, choisir une autre destination, comme Toronto, Ottawa, Charlevoix ou les Maritimes, ou encore attendre avant de se décider. Plusieurs voyages doivent avoir lieu à Pâques, mais d'autres ne sont pas prévus avant la fin de l'année scolaire. »

Rien n'empêche un voyage en sol américain — même imminent — d'être un succès, selon M. Mathieu. « Je suis en contact quotidien avec des hôteliers de New York et de Boston, et ils me disent que c'est *business as usual*, note-t-il. Évidemment, la situation est différente au Moyen-Orient, mais nous n'avons jamais eu une grosse clientèle pour Bagdad. »

Au contraire, Jean Bruno, le directeur de la polyvalente de Lévis, s'est récemment dit soulagé d'avoir annulé les voyages vers Washington, Boston et New York que devaient faire ses élèves. « Les douanes américaines ont imposé le code orange, a-t-il dit au *Soleil*. Avec des adolescents, il ne suffit que d'une blague douteuse pour se retrouver dans le trouble. »



RIMA ELKOURI
envoyée spéciale
EN JORDANIE

AMMAN — Il s'appelle Ahmed Abou Melhem. Mais il insiste pour que je l'appelle Steve.

« Mais Steve, c'est pas un nom arabe ? »

— Mais oui ! réplique-t-il, contrarié. Steve, ça vient de Stéphane, qui vient de Esteban, qui vient de Mustafa. »

Selon Steve, tous les mots du monde, ou presque, viennent de l'arabe. « Savais-tu que l'expression « Oh ! la la », par exemple, vient de l'arabe *Ya ! Allah ?* » demande-t-il fièrement.

Tous les mots viennent donc de l'arabe, sauf peut-être le mot « guerre », croit-il. Ça, c'est une invention anglo-américaine, visant à diviser pour mieux régner.

Ahmed est Jordanien, marié à une Américaine. Il a vécu une dizaine d'années aux États-Unis. Personne ne savait y prononcer son nom. Ahmed est donc devenu Steve.

« Mais bon sang, Ahmed ! Où as-tu attrapé cet accent américain ? » lui demandent parfois ses compatriotes jordaniens.

Il l'a attrapé au Texas. À Dallas. C'est là qu'il a appris à appeler les femmes *sweetie* et *darling*, avec cet accent nonchalant du Sud. C'est de là qu'il a rapporté le chapeau de cow-boy qu'il porte parfois.

Steve est donc un Arabe texan. « Oui, oui, texan comme George W. Bush, lance-t-il en riant. Je les connais ces gens-là. Je les connais. »

Ces « gens-là », il les aime bien, dit-il. Mais, à ses yeux, ils passent trop de temps à « boire et à se droguer ». « La vie est triste et dangereuse au Texas. Comme tout le monde, j'avais une arme. Je n'avais pas le choix. À la station-service où je travaillais, les hold-up étaient fréquents. Ce n'est vraiment pas un endroit pour élever des enfants. »

Il y a 17 ans, Steve a choisi de redevenir Ahmed. Il a quitté les États-Unis. Son « rêve américain », c'est en Jordanie qu'il l'a réalisé, avec sa femme Judy, qui s'est convertie à l'islam, et leurs six enfants.

Le « rêve américain » s'épuise



Photo NAHER DAOUD, Associated Press ©
Des manifestants jordaniens brûlaient la représentation d'un cercueil recouvert d'un drapeau américain durant une manifestation antiguerre à Amman, mardi dernier. Le ressentiment antiméricain se transforme en haine.

La guerre en Irak ne se traduit pas par une guerre à la maison, tient à préciser le couple. « Les Jordaniens savent très bien faire la distinction entre la politique des États-Unis et le peuple américain », souligne Judy Abou Melhem. « Sauf qu'avec ce conflit, on pourrait assister à des dérapages », dit-elle, faisant référence à la colère grandissante des populations arabes.

Ces risques de dérapage, la « rue arabe » les sent très bien, même si, jusqu'à présent, les manifestations antiguerre au Moyen-Orient ont été moins retentissantes que celles auxquelles on a assisté en Europe et en Asie du Sud-Est.

« Bush est en train de faire chauffer la marmite des populations arabes. Il est lui-même le pire des terroristes. Cette guerre va lui nuire », lance Ahmed Dabas, qui fume la pipe à eau dans un café du centre-ville d'Amman, tout en regardant, la mine dégoûtée, les images de guerre retransmises par Al-Jazira.

Travailleur de la construction, Ahmed Dabas dit qu'il n'a plus le coeur à l'ouvrage depuis le début de cette guerre. Avec trois de ses compagnons de travail, il passe dé-

sormais ses journées devant la télévision, à fumer le narguilé et à maudire les Américains chaque minute un peu davantage. « Si la justice et la démocratie intéressent tant M. Bush, qu'il aille libérer les Palestiniens. Pourquoi n'envoie-t-il pas ses troupes en Israël pour protéger les Palestiniens ? » demande Abou Ismaïel Kreisat.

« Les Américains ne comprennent pas la mentalité des populations arabes », constate Saeda Kilani, directrice de l'Institut des archives arabes, à Amman. « Ils ne se rendent pas compte que chaque fois qu'ils invoquent la notion de liberté, ils ouvrent davantage la porte aux extrémistes. »

Si la société jordanienne semble à bien des égards attirée par l'Amérique, elle ne le demeure que « lorsque tout va bien », explique Saeda Kilani. « Les gens ici admettent que les pays arabes ont des régimes répressifs. Ils aiment le mode de vie américain, ils sont attirés par la liberté américaine. Mais avec la situation actuelle, les choses changent. »

Les gens ne sont pas dupes, dit-elle. « Ils voient bien que les États-Unis ne soutiennent pas les droits des Palestiniens, qu'ils soutiennent des régimes corrompus. Ils voient

bien que, tout d'un coup, ils sont contre Saddam Hussein alors qu'ils l'ont eux-mêmes soutenu au début (en 1980, durant la guerre Iran-Irak), de la même façon qu'ils ont déjà soutenu Oussama ben Laden. »

Dans un tel contexte, les Arabes ne peuvent que se sentir humiliés, frustrés, victimes d'une profonde injustice, souligne Saeda Kilani. Ils ont l'impression d'être d'éternels perdants. « Chaque fois qu'ils tentent de se rebeller contre un régime, celui qui vient après est encore pire. Comme si toutes les forces étaient contre eux. Ils se sentent damnés, humiliés. »

À qui profite ce sentiment d'humiliation ? Aux extrémistes religieux, malheureusement. « La seule chose auprès de laquelle les gens trouvent du réconfort, c'est la religion, dit-elle. De la même façon qu'on voit parfois des gens s'accrocher à la foi quand ils sont très âgés ou trop malades... Cette radicalisation est dangereuse. Elle attise la haine. C'est dommage. Ce n'est pas ce que l'on souhaite pour l'avenir de notre pays. »

Loin de mener à la paix et à la démocratie au Moyen-Orient, la présente guerre crée chaque jour davantage de haine. Et cette haine ne se satisfait pas de fumer le narguilé dans les cafés d'Amman. Elle est la « marraine du terrorisme », notait cette semaine l'analyste jordanien Fahed Fanek, dans un article publié dans le quotidien libanais *The Daily Star*.

« L'arme de la haine guette l'Amérique », écrit Fahed Fanek. Selon lui, la guerre « préventive » contre le terrorisme ne fera que nourrir davantage le terrorisme. « Que peut bien faire le monde pour s'opposer à la supériorité écrasante des forces aériennes américaines ? demande-t-il. Rien de plus que de répondre par la haine. La haine de l'Amérique, la haine de ses politiques, la haine de l'administration Bush. Et il est bien possible que l'arme de la haine se révèle plus efficace et plus tenace que les munitions de l'armée de l'air américaine. (...) Maintenant qu'ils ont mis en branle cette guerre destructive, les Américains éclairés se rendent-ils compte des effets potentiels de leur politique agressive, non seulement pour le peuple irakien, mais pour le monde entier ? »



IRAK > LA GUERRE



LE FIL DES ÉVÉNEMENTS

Voici le fil des événements survenus d'heure en heure au cours de la journée d'hier. Les heures indiquées sont celles de Montréal, suivies des heures de Bagdad, entre parenthèses.

14h37 (22h37)

New York. L'ambassadeur des États-Unis à l'ONU, John Negroponte, quitte la salle du Conseil de sécurité des Nations unies au milieu de l'allocation de son homologue irakien, Mohamed Al-Douri. Il dit en «avoir assez d'écouter des accusations absurdes» selon lesquelles les États-Unis veulent avant tout s'emparer des gisements pétroliers irakiens.

15h (23h)

Bagdad. De violentes explosions se font entendre et des flammes s'élèvent au-dessus du palais de la République. C'est la huitième nuit de raids sur la capitale de l'Irak. Selon des informations irakiennes, la première semaine de guerre a fait 350 victimes civiles et 3650 blessés en Irak.

15h34 (23h34)

Fort Hood. Une source militaire indique que les premières troupes de la 4^e division d'infanterie américaine, soit 12 000 soldats, ont commencé à quitter le Texas pour le Golfe. Quelque 90 000 soldats sont présentement en Irak et 120 000 militaires supplémentaires sont prêts à partir, a déclaré un responsable du Pentagone.

18h20 (2h20)

New York. L'ambassadeur d'Allemagne aux Nations unies avise qu'une résolution permettant la reprise du programme Pétrole contre nourriture en Irak pourrait être votée dès aujourd'hui. Le projet de résolution vient d'être déposé et sera soumis au vote du Conseil de sécurité aujourd'hui.

18h24 (2h24)

Los Angeles. Le gouverneur de la Californie, Gray Davis, annonce qu'une quarantaine de soldats armés et en tenue de camouflage ont été déployés à l'aéroport de Los Angeles pour prévenir de possibles attentats organisés en riposte à la guerre engagée en Irak.



Photo SHANNON STAPLETON, Reuters ©

Ligotés – parfois même enchaînés – ensemble, plusieurs centaines de manifestants ont paralysé la circulation, hier matin devant les bureaux de la station de télévision NBC.

La mort illustrée à Manhattan



RICHARD HÉTU
collaboration spéciale
LA PRESSE À NEW YORK

Aux alentours de 8 h 20, hier matin, une centaine de manifestants antiguerre se sont étendus sur la chaussée de la 5^e Avenue à Manhattan pour illustrer la mort de civils en Irak.

Pendant une heure, ils ont bloqué la circulation pour démontrer que la vie ne peut continuer normalement à New York pendant que leur pays fait la guerre. Ils ne se sont pas fait que des amis.

L'acte de désobéissance civile, appelé *die-in*, s'est soldé par 140 interpellations, chorégraphiées avec soin. Il s'inscrit dans une radicalisation du mouvement antiguerre, qui ne se contente plus de manifester. Pour certains pacifistes, l'heure est à l'action.

« Je pense que ça vaut le sacrifice », a déclaré Ladawn Hunglund, étudiante à NYU (New York University), en s'allongeant sur la chaussée.

« C'est la seule façon de se faire entendre », a ajouté une de ses camarades, Dana Hamann, qui étudie au collège Packer de Brooklyn. « Les médias ne parlent pas des manifestations. Un quart du pays est contre cette guerre, mais nous n'en entendons jamais parler. Parfois, il faut se mouiller. »

Les deux étudiantes ont coopéré avec les policiers lorsque ceux-ci leur ont passé des menottes en plastique avant de les conduire gentiment dans le panier à salade. Parmi les manifestants interpellés, il y avait des jeunes et des vieux, des femmes et des hommes.

Des actes de désobéissance civile du même genre se multiplient ces jours-ci dans les villes américaines. À New York comme à San Francisco, ils ont été dénoncés par les autorités publiques, qui se plaignent d'avoir à consacrer du temps et de l'argent à la répression de ces actes à une époque marquée par la menace terroriste et les déficits budgétaires.

« Des gens ont l'intention de perturber la vie de la ville », a déclaré le chef de police de New York, Ray Kelly, mercredi. « Il ne s'agit plus seulement de manifestation et de liberté d'expression. Il s'agit d'une violation de la loi. »

Les policiers étaient en force. Avant l'arrivée des manifestants, ils avaient dressé des barrières métalliques le long de la 5^e Avenue, entre la 49^e et la 50^e Rue, où devait avoir lieu le *die-in*.

L'endroit est l'un des plus connus de New York. Du côté est de l'avenue se dresse la cathédrale Saint-Patrick, la plus importante église catholique de la ville. Du côté ouest s'élève le Rockefeller Center, le siège de plusieurs grandes compagnies, dont General Electric, un fournisseur de l'armée des États-Unis, et le réseau NBC, un diffuseur national qui carbure à la guerre, comme les autres médias.

Selon les organisateurs du *die-in*, General Electric et NBC profitent de la guerre pour gonfler leurs profits. Aussi les manifestants ont-ils scandé, devant le Rockefeller Center, temple du capitalisme américain : « No war, no profits, no business as usual ! »

Plusieurs manifestants brandissaient des pancartes dénonçant la couverture médiatique de la guerre aux États-Unis. L'une d'elle disait : « Ne répétez pas comme des perroquets la propagande de la droite. » Une autre exhortait : « Boycott Fox. »

Fox News est la chaîne d'information continue la plus proguerre au monde et la plus regardée aux

États-Unis. Elle est la propriété de Rupert Murdoch, le baron conservateur des médias.

« Fox News n'est rien de plus qu'une arme propagandiste de l'administration Bush », a dit Tracy Blevins, 32 ans, de Manhattan, celle qui appelle au boycott de la chaîne câblée (sur l'autre côté de sa pancarte, elle a écrit « Fox Sux »). « L'information n'a rien à voir avec ce qu'on voit et entend sur Fox News. L'information n'est pas de la propagande. »

Lee Whiting, professeur à l'Université Queens, portait une pancarte qui interrogeait : « Embedded or in bed ? » Le mot *embedded* est utilisé par le Pentagone pour décrire l'arrangement qui permet aux journalistes d'accompagner les militaires à la guerre. De façon littérale, les journalistes couchent avec les militaires. De façon professionnelle, ils sont également au lit avec le Pentagone, selon le professeur Whiting, qui enseigne au FIT (Fashion Institute of Technology).

« Les journalistes nous donnent essentiellement le point de vue des militaires, a-t-elle dit. Ils ont vanté la technologie de l'armée, ils ont montré des moments chaleureux avec les troupes, sans parler vraiment des conséquences de la guerre, sans critiquer les raisons de cette guerre. »

D'autres manifestants tenaient des photos d'enfants irakiens, reprochant à l'administration Bush de faire couler le sang d'innocents « pour le pétrole ».

Mais les manifestants antiguerre n'étaient pas seuls sur le trottoir et dans la rue. Ils ont subi les foudres de plusieurs automobilistes et de quelques passants.

« Saddam vous remercie », a crié l'un d'eux.

« Nos troupes défendent nos droits », a dit un autre.

« Nous sommes en train de perdre nos droits », lui a rétorqué un protestataire avant d'enjamber une barrière renversée pour aller s'étendre à son tour dans la rue.

Les Britanniques craignent toujours une attaque chimique



JEAN-FRANÇOIS BÉGIN
À LONDRES

L'UN DES OBJECTIFS officiels de la guerre en Irak est d'éliminer la menace posée par les armes de destruction massive que posséderait le régime de Saddam Hussein. Après une semaine d'hostilités, les preuves de leur existence demeurent au mieux indirectes.

Même si l'alerte continue d'être donnée chaque fois qu'un obus irakien tombe à proximité des troupes anglo-américaines, aucune attaque à l'arme chimique n'a été signalée jusqu'ici.

Le plus récent indice d'une menace réelle a été glané par les soldats du Régiment royal irlandais, qui ont découvert dans le secteur du champ pétrolifère de Rumaila une cache contenant plus de 100 combinaisons de protection contre les armes chimiques, abandonnées par des troupes irakiennes battant en retraite.

« Ce n'est évidemment pas une preuve, mais ça indique clairement une intention, a dit le secrétaire à la Défense, Geoff Hoon, lors d'une conférence de presse à Londres. Pourquoi équipe-t-il ses propres forces contre une arme que nous ne possédons pas ? Ce ne peut être que pour protéger ses troupes au cas où il utiliserait ses armes. »

Le chef de l'état-major britannique, l'amiral Michael Boyce, a précisé que l'équipement était « efficace, bien entretenu et en bon état de fonctionnement » et que des documents trouvés à proximité seraient analysés au cours des prochains jours. « On doit se demander pourquoi des commandants irakiens ont jugé que des fantassins dans cette partie de l'Irak avaient besoin de tels équipements », a-t-il dit.

Il a toutefois reconnu qu'à ce jour, aucune arme chimique n'avait été découverte.

Une telle trouvaille donnerait un sérieux coup de main aux autorités américaines et britanniques dans la guerre de propagande qu'elles livrent à Bagdad parallèlement au conflit armé. Elle prouverait d'un seul coup que Saddam Hussein a menti systématiquement aux

inspecteurs en désarmement des Nations unies. L'annonce de la découverte des soldats britanniques est survenue trois jours après que les marines américains eurent mis la main sur 3000 combinaisons de protection et une grande quantité de seringues d'atropine, antidote contre les attaques au gaz, dans un hôpital de Nassiriya utilisé comme base par l'armée irakienne. Des soldats capturés autour de la ville de Bassora, dans l'extrême sud du pays, étaient aussi en possession de masques à gaz.

D'autres informations, parfois manifestement fausses, ont circulé au cours des derniers jours à propos des armes de destruction massive du régime irakien.

Citant des sources anonymes au Pentagone, la chaîne américaine d'informations continues Fox News et le *Jerusalem Post*, quotidien appartenant au magnat Conrad Black, ont affirmé dimanche soir que des troupes américaines s'étaient emparées d'une usine d'armes chimiques près de Najaf, au sud de Bagdad. L'information a dû être rapidement démentie.

Le secrétaire d'État américain, Colin Powell, a pour sa part affirmé à la télévision américaine que le général Ali Hassan al-Majid, alias Ali Chimique, généralement considéré comme le responsable du gazage de milliers de Kurdes à la fin des années 80, avait obtenu récemment l'autorisation d'employer les gaz contre les chiites du sud de l'Irak. Rien ne démontre qu'il l'ait fait.

Son collègue à la Défense, Donald Rumsfeld, a laissé entendre mardi que Saddam Hussein pourrait avoir autorisé ses troupes à employer des armes chimiques si les forces alliées se rendaient jusqu'à Bagdad et Tikrit, sa ville natale. Mais il a reconnu du même souffle que la fiabilité de cet élément d'information, obtenu par les services de renseignement, demeurerait incertaine.

Le gouvernement américain est néanmoins convaincu que l'Irak utilisera ses armes chimiques ou biologiques quand Saddam Hussein « décidera que son régime est en péril », a dit le mois dernier le vice-amiral Lowell Jacoby, directeur de la Defense Intelligence Agency.

Il est encore un peu tôt pour dire « bas les masques ».

Le sénateur LaPierre aurait été mal cité

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le sénateur Laurier LaPierre n'aurait pas envoyé les Américains « se faire foutre » comme le rapportaient les *Débats du Sénat* datés de mardi dernier, le compte rendu officiel des débats de la Chambre haute. Une erreur de transcription serait peut-être à l'origine de toute cette affaire, et le président du Sénat, Daniel Hays, a blanchi hier le sénateur LaPierre en lui accordant le bénéfice du doute, estimant cependant que les bandes sonores ne lui avaient pas révélé avec certitude la nature des propos tenus ce jour-là.

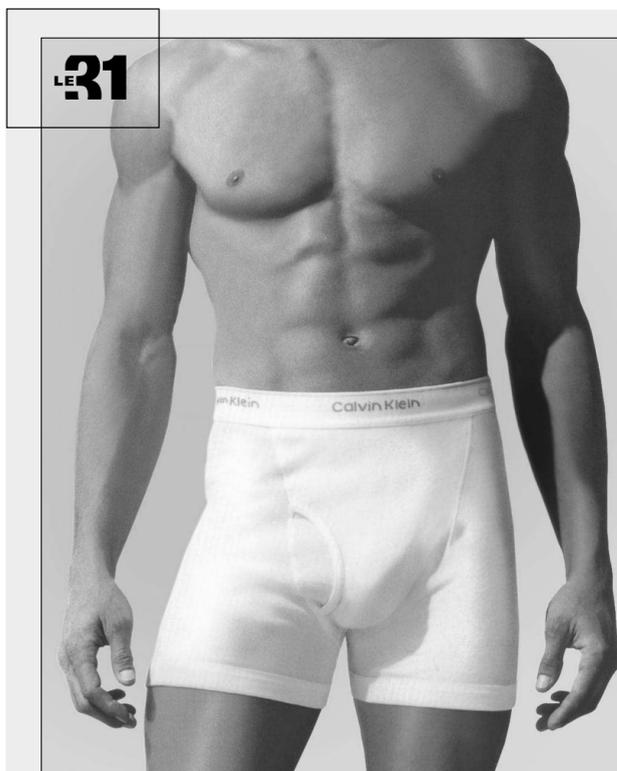
Lors de la séance du 25 mars au Sénat, le sénateur John Buchanan a

demandé si c'était la France, l'Allemagne, la Russie ou la Chine qui avait fourni des armes à Saddam Hussein. Le sénateur aurait alors lancé « So did the Americans » (Aussi les Américains), expression qui aurait été transcrite par « Screw the Americans » !

Dans un communiqué, le sénateur LaPierre a affirmé hier que sa véritable déclaration avait été corroborée par les bandes sonores de la séance du 25 mars. « Certains cherchent à voir un sentiment anti-américain là où il n'y en a pas, a-t-il affirmé. Ces personnes ont leurs propres raisons partisans et biaisées d'agir ainsi. » Laurier LaPierre a conclu hier que les faits parlaient d'eux-mêmes et que le dossier était clos.

Le président du Sénat, Daniel Hays, a pour sa part été moins catégorique. « J'ai écouté les bandes, a-t-il dit. En fait, je les ai écoutées très attentivement plusieurs fois. J'avoue franchement que j'ai du mal à déterminer avec certitude ce qui a été dit dans les interventions par le sénateur LaPierre. » M. Hays s'en est donc remis à « la parole du sénateur LaPierre » et a demandé au Sénat d'accorder la permission de corriger le compte rendu du *Hansard*, ce qui a été fait.

En se rendant à cette conclusion, le président du Sénat a toutefois précisé qu'il ne voulait aucunement laisser entendre que les sténographes s'étaient mal conduits dans l'exercice de leurs fonctions.



LE CALEÇON BOXEUR ESSENTIEL 19.49 RÉG. 26.00*

ÉCONOMISEZ 25% lors de la **VENTE SEMI-ANNUELLE CALVIN KLEIN** sur le caleçon pur coton peigné. Blanc, noir, gris. P.m.g.tg. Ce rabais s'applique également sur un choix de dessous pur coton, coton-lycra, tricot côtelé et sur tous les bas griffés CK. Valeurs régulières jusqu'à 35.00

simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, LAVAL CARREFOUR LAVAL, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

ACTUALITÉS

Encan de domestiques sur Internet

Le président de la Commission des droits de la personne ordonne une enquête

MARIE-FRANCE LÉGER

LES ENCANS sur Internet proposent décidément toutes sortes de choses. En feuilletant le journal lundi, Tess Tesalona a été horrifiée en lisant une annonce assez ignoble : la mise aux enchères sur auctionmart.canada.com de domestiques philippines proposée par une agence montréalaise.

« L'item numéro 639964 » offrait trois domestiques à l'encan, pour une « valeur au détail » de 800 \$. La mise minimale : 80 \$. Dans la *Gazette* de lundi dernier, en page B8, cette annonce inimaginable trônait à côté des autres objets mis à prix, tels des meubles de salon ou des tapis orientaux.

Mis au courant hier, le président de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Pierre Marois, était dans tous ses états. « Nous sommes en train de revenir à la période de l'esclavage ! Ça va à l'encontre du droit à la vie, du droit à la dignité humaine, du droit des femmes. Mon directeur des enquêtes va faire interdire la parution de cette annonce en plus d'enquêter auprès de la *Gazette*, d'Auctionmart et de l'agence Diva international », a-t-il expliqué à *La Presse* hier.

« J'étais horrifiée, a souligné pour sa part Tess Tesalona. Je ne pouvais croire que de nos jours on vendait encore des gens, comme

des esclaves. C'est une question de dignité humaine », a expliqué la porte-parole du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants de Montréal.

Manifestation

Une manifestation est organisée ce midi devant les bureaux de l'agence Diva international, au 1625, boulevard de Maisonneuve Ouest. L'association des femmes philippines PINAY et deux candidats de l'Union des forces progressistes, Jill Hanley (Outremont) David Fennario (Westmount—Saint-Louis) seront parmi les protestataires.

L'annonce sur auctionmart.canada.com a été retirée depuis, mais

les femmes d'origine philippine ne peuvent passer cette « aberration » sous silence. Robert Sylvestre, relationniste pour la Commission des droits de la personne, a pour sa part souligné qu'une autre réclamation de Diva international publiée dans les petites annonces de la *Gazette* pourrait être préjudiciable pour les femmes philippines. « Ça indique une préférence fondée sur une origine ethnique, ce qui pourrait être discriminatoire. »

L'agence en question, Diva international, se spécialise depuis une vingtaine d'années dans le placement de domestiques philippines et latino-américaines. À l'agence, une préposée nous a expliqué hier

que le salaire d'une domestique faisant aussi le travail de gardienne cinq jours par semaine, de 9h à 5h, était de 325 \$ net. « Dans ce cas-ci, ce sont des immigrantes reçues ou des citoyennes canadiennes. Mais si vous voulez quelqu'un qui vient d'arriver, donc qui a moins d'expérience et qui couche chez vous, c'est *cheaper* », a laissé tomber Shirley.

Les tarifs de l'agence varient en fonction de la garantie exigée. Pour une garantie de six mois, il faut allonger 600 \$ à l'agence. « Si vous ou la domestique n'êtes pas satisfaits pendant cette période, nous vous la remplaçons sans frais », a poursuivi la jeune femme.

Mis en liberté une semaine avant de tuer son ex-conjointe

« Elle ne voulait plus de vous, et je la comprends », dit la juge au meurtrier

CHRISTIANE DESJARDINS

ENFERMÉ DANS un placard, les pieds ligotés avec du fil électrique, un adolescent a entendu les horribles bruits qui provenaient de la pièce voisine, où sa mère se faisait assassiner à coups de couteau devant son autre fils. L'homme qui a ainsi tué sa compagne a été condamné à perpétuité, hier, au palais de justice de Montréal.

La victime est une femme de 37 ans, mère de deux garçons âgés de 15 et 3 ans, ce dernier étant issu de sa relation avec l'accusé. Elle travaillait comme secrétaire dans un grand hôpital et a fréquenté l'accusé pendant sept ans. Hier, après avoir plaidé coupable à des accusations réduites de meurtre non prémédité, de séquestration, d'enlèvement et de voies de fait ayant causé des lésions à son beau-fils, l'homme de 34 ans n'avait à offrir que de plates excuses.

« Je m'haïss beaucoup. Ça ne marchait pas dans ma tête quand c'est arrivé », a-t-il dit. Son repentir n'a pas ému la juge Nicole Duval-Hesler. « Vous avez montré une totale indifférence face aux enfants et vous avez enlevé la vie de leur mère. Vous l'avez fait pour assouvir votre insécurité et pour vous venger, parce qu'elle ne voulait plus de vous. Et je la comprends », a-t-elle dit.

Quand on regarde les événements qui se sont produits avant le jour fatidique, on peut presque dire que la mort de la femme était « annoncée. » D'une jalousie malade, l'assassin avait tenté d'étrangler sa compagne dès le mois d'août 2001. À la suite de cet incident, le couple s'est séparé et l'homme a été accusé de tentative de meurtre. En septembre, l'homme, dont l'identité ne peut être révélée pour protéger celle des deux enfants, plaquait coupable à une accusation réduite de voies de fait graves. Mis en liberté, il devait suivre une thérapie pour hommes violents.

Le 14 janvier 2002, l'homme a reçu sa peine : 18 mois à purger dans la collectivité. Mais moins d'une semaine plus tard, il s'est introduit dans l'appartement de son ex-compagne armé d'une batte de baseball, d'un couteau, de menottes et de fil électrique. Lorsque le garçon de 15 ans, qui s'attendait ce jour-là à célébrer son anniversaire, est arrivé de l'école, il l'a agressé, l'a traîné dans la chambre de sa mère et l'a enfermé dans le placard après l'avoir ligoté. Il a même pris la peine de lui jeter de l'argent en lui lançant : « Bonne fête ! »

Peu après, la mère est arrivée du travail avec son fils de 3 ans. Enfermé dans l'armoire, l'adolescent entendait les cris de sa mère et les pleurs de son petit frère. Lorsque son beau-père l'a sorti du placard, il a vu sa mère par terre dans le salon, une serviette sur le visage. Dans la chambre, il a réussi à se défaire de ses liens et s'est précipité sur l'homme, qui s'acharnait à poignarder sa mère. Dans l'échauffourée, le garçon a reçu un coup de couteau, et l'homme a eu le dessus. Le garçon a vu son petit frère arriver candidement avec une débarbouillette, sans doute pour éponger le sang.

Craignant que les voisins appellent la police, l'homme s'est enfui, forçant l'adolescent à le suivre. En route, il s'est arrêté pour téléphoner à sa propre mère, à qui il a confié qu'il avait tué son ex-conjointe et qu'il s'en allait se jeter du haut du pont Jacques-Cartier. Il tentera effectivement de se suicider quelques heures plus tard, après avoir laissé le jeune garçon dans la voiture — mais il atterrira sur la terrasse du pont, un peu plus bas. Arrivés sur les lieux, les policiers l'ont convaincu de se rendre.

La procureure Esthel Gravel a fait valoir que les deux enfants avaient été marqués à jamais par cet horrible drame. Le petit a longtemps fait des cauchemars et le plus vieux est devenu très renfermé. Les deux enfants ont été placés en famille d'accueil.



Photo ARMAND TROTTIER, La Presse ©

Débâcle à Huntingdon

Il y a longtemps que les glaces de la rivière Châteauguay n'avaient pas été aussi menaçantes. L'hiver froid qui nous quitte a laissé une couche de glace — la plus dense depuis 10 ans — atteignant quelque 65 cm. Craignant le pire, on a fait appel à l'aéroglisseur de la Garde côtière canadienne, surnommé « grenouille verte », qui s'affaire depuis une dizaine de jours à fracasser la glace, question de favoriser l'écoulement de l'eau. Des milliers de trous ont aussi été percés. Malgré tous ces efforts, la crue des eaux a provoqué mercredi soir une inondation sur la route 138 près de Huntingdon. Hier soir, la route était toujours impraticable.

| SYNDROME RESPIRATOIRE AIGU SÉVÈRE |

Le Canada sur la liste noire de l'OMS

Aucun cas n'a été identifié au Québec

MATHIEU PERREAULT

LE CANADA a fait pour la première fois son entrée au palmarès des pays jugés suspects par l'Organisation mondiale de la santé. L'OMS suggère que tous les passagers des vols internationaux partant de Toronto soient examinés pour vérifier qu'ils ne sont pas atteints du syndrome respiratoire aigu sévère (SARS).

Toronto est l'une des quatre régions du monde touchées par le SARS, selon l'OMS. Cela signifie que la maladie s'y est transmise de personne à personne. Les autres régions sont Singapour, Hanoi (Vietnam) et certaines régions de Chine, dont Hong Kong et Pékin. Des mesures extraordinaires de quarantaine n'ont été mises en place que dans ces quatre régions. Pour le moment, aucune inspection médicale n'est prévue dans les vols intérieurs en provenance de Toronto.

L'épidémie canadienne de SARS est pour le moment confinée à la région de Toronto, où ont été diagnostiqués 27 des 28 cas. Le Québec n'en a connu aucun. « Nous avons fait des enquêtes sur six personnes revenues d'Asie en avion, explique Yves Robert, épidémiologiste au ministère de la Santé du Québec. Aucune n'était infectée. » Ces six Québécois se trouvaient à bord du même vol

que les Ontariens qui ont ramené la maladie au pays, dans les quatre rangées voisines.

Le Dr Robert tente aussi de joindre un Québécois qui a fréquenté l'hôpital Scarborough Grace, où ont été soignés les patients ontariens. Les autorités canadiennes tentent d'obtenir la liste des Canadiens ayant séjourné récemment à l'hôtel Metropole de Hong Kong, l'épicentre de l'épidémie mondiale. Aucun Québécois n'est descendu au Metropole, selon le Dr Robert.

Depuis que l'OMS a sonné l'alarme, le 13 mars, les avions en provenance de l'Asie sont inspectés par des fonctionnaires de Santé Canada. Mais aucun n'arrive à Montréal, où les inspections sont faites sur une base non officielle par les agents de bord. « Nous avons suivi une dizaine de passagers arrivés à Dorval en provenance d'Asie, note le Dr Robert. Tous les cas se sont révélés négatifs. »

Plus de 1400 personnes ont attrapé le microbe depuis le début du mois de novembre, et 50 en sont mortes, dont trois au Canada. Le foyer se trouve en Chine, où près de 1200 personnes ont souffert du SARS et 45 en sont mortes. La Chine a admis cette semaine avoir sous-estimé de moitié le nombre de cas dans la province méridionale de Guangdong, mais entrave le travail des épidémiologistes de l'OMS. Des mesures de quarantaine très

strictes ont été mises en place à Hong Kong, notamment dans les écoles, où des cas de transmission ont été observés. À Singapour, les personnes mises en quarantaine sont menacées de lourdes amendes si elles sortent de chez elles.

L'OMS affirmait hier qu'il est presque certain que le microbe responsable est une nouvelle variante d'un virus responsable de rhumes, le *coronavirus*, ainsi que l'a annoncé plus tôt cette semaine par des laboratoires américains. Des laboratoires hongkongais figurent un test diagnostique très prometteur.

En entrevue avec *La Presse* hier, le Dr Robert se voulait rassurant. « Il semble vraiment que la transmission exige un contact rapproché, moins d'un mètre. Sinon, on n'aurait pas eu 1400 cas en cinq mois, mais des millions. La capacité de transmission semble plus proche de celle de la tuberculose que de celle de la grippe. »

N'empêche, la maladie inquiète le public. Douanes Canada a dû démentir hier une rumeur voulant qu'elle ait averti les douaniers qui ont accueilli les Canadiens ayant ramené le microbe au pays. « Les informations que nous avons de Santé Canada indiquent qu'il n'y a aucun risque pour les douaniers », a dit un porte-parole de Douanes Canada, Sam Papadopolis.

| TABAC |

Le ministère du Revenu se faisait rouler

Quatre personnes arrêtées pour avoir omis de percevoir et de payer les taxes

MARCEL LAROCHE

QUATRE INDIVIDUS, dont le propriétaire d'une entreprise spécialisée dans la distribution et la transformation du tabac, auraient réussi à subtiliser en l'espace de neuf mois près de 5 millions de dollars en taxes non perçues, avant que la police procède au démantèlement de cette organisation criminelle.

En plus d'arrêter l'homme d'affaires Michel Cloutier, 48 ans, de Saint-Jérôme, et ses complices Julio Gil, 64 ans, de Montréal, ainsi qu'Antoine Labelle, 49 ans, et sa conjointe, Lise Lecompte, 56 ans, de Saint-Jérôme, les policiers ont également saisi 420 000 \$ en argent, sept véhicules et près de 2000 kg de produits du tabac, le tout d'une valeur de plus de 1 million de dollars.

Ce coup de filet réalisé au cours des derniers jours est le résultat d'une opération du Service de police de Montréal (SPVM), de la Sûreté du Québec (SQ), de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) et du ministère du Revenu du Québec dans le cadre du projet d'Action concertée pour contrer les économies souterraines (Accès-Tabac).

Amorcé en juin 2002, le projet Mirador visait surtout l'entreprise Distribution M.C.S. du 711D, rue DeMontigny, à Saint-Jérôme, légalement constituée pour faire l'emballage et la distribution du tabac destiné à la consommation.

Selon l'enquête policière, Michel Cloutier, propriétaire du commerce, aurait omis de percevoir et de payer les taxes provinciales et fédérales de 28,90 \$ applicables à chacun des sacs de 200 grammes de tabac. Les enquêteurs estiment que l'homme d'affaires se se-

rait contenté de déclarer aux autorités 5 % de toutes les ventes de tabac.

De connivence avec Julio Gil et le couple Labelle-Lecompte, le commerçant aurait aussi approvisionné en produits du tabac près d'une quarantaine de petits commerces et dépanneurs de la grande région métropolitaine qui auraient vendu le sac de 200 grammes de tabac pour la modique somme de 10 \$ ou 15 \$ alors que le prix normal se situe à plus de 40 \$.

« Rien ne nous indique à ce jour que le tabac puisse avoir transité par une réserve amérindienne, et l'enquête n'est pas encore terminée », a indiqué hier le commandant Mario Plante, responsable de la Division du crime organisé du SPVM.

Les quatre prévenus ont été inculpés en début de semaine de complot et fraude au palais de justice de Saint-Jérôme.

| VOL 111 DE SWISSAIR |

La surchauffe du système de divertissement a provoqué le tragique incendie

L'enquête de 57 millions constitue le plus haut fait d'armes du Canada pour la sécurité aérienne

BRUNO BISSON

Une série de petits incidents et de circonstances sans relations directes entre elles ont eu pour effet de transformer une étincelle d'arc électrique en un incendie qui a couru durant de longues minutes sous les cloisons intérieures de l'avion de la Swissair, provoquant la perte des systèmes de commande de l'appareil, qui s'est abîmé en mer au large des côtes de la Nouvelle-Écosse le 2 septembre 1998, tuant ses 229 passagers et membres d'équipage.



L'enquêteur principal du Bureau de la sécurité des transports du Canada, Vic Gerden, montre un morceau d'isolant inflammable utilisé dans les cloisons d'avions jusqu'à l'incendie tragique. À droite, des proches des victimes de l'écrasement du vol 111 de Swissair se sont recueillis à Peggy's Cove, un an après la tragédie, le 1^{er} septembre 1999.



Photo Presse Canadienne et photothèque La Presse

En rendant publiques les dernières recommandations dans le cadre de son enquête sur l'écrasement du vol 111 de la défunte Swissair, le Bureau de la sécurité des transports du Canada (BST) a officiellement mis fin hier à la plus importante et la plus complexe de toutes les enquêtes de sécurité jamais réalisées en matière d'aviation civile dans l'histoire du pays.

L'enquête, qui a duré plus de quatre ans et demi et qui a donné lieu à de nombreux changements techniques majeurs dans la conception et le choix des matériaux utilisés par les constructeurs d'avions de ligne, aura finalement coûté la bagatelle de 57 millions de dollars. Elle constitue d'emblée « la plus grande contribution jamais faite par des Canadiens à l'égard de la sécurité aérienne, ici et à l'étranger », selon le BST.

Rappelons que, le 2 septembre 1998, un appareil MD-11 de la Swissair, construit par l'avionneur McDonnell Douglas, assurait la liaison New York-Genève, transportant 215 passagers et 14 membres d'équipage. Le vol 111 avait quitté le tarmac de l'aéroport international John F. Kennedy de New York depuis 53 minutes et volait à 10 000 mètres d'altitude

quand des membres de l'équipage ont détecté une odeur suspecte et constaté la présence d'un filet de fumée dans la cabine de pilotage.

Après avoir alerté le centre régional de contrôle de Moncton, le vol 111 a reçu l'autorisation de changer de cap pour se poser d'urgence à Halifax malgré la disparition de la fumée. L'équipage « ne savait pas qu'un incendie était en train de se propager au-dessus du plafond, dans la partie avant de l'avion ».

Puis, 13 minutes exactement après le premier message signalant de la fumée, l'avion enregistre « une rapide succession de défaillances de systèmes ». Les pilotes ont juste le temps de signaler une situation d'extrême urgence avant que l'avion perde tout contact radar et toute communication radio. Même les enregistreurs de vol (boîtes noires) cessent complètement de fonctionner.

L'avion poursuivra ensuite sa descente vers la mer durant cinq longues minutes, dont on ne saura jamais rien en raison de la panne des enregistreurs, et percute l'eau vers 22 h 31, heure avancée de l'At-

lantique. Aucune des 229 personnes à bord n'y surviva.

Selon le rapport du BST, un amorçage d'arc électrique survenu dans le système de divertissement (radio-télé) de l'appareil, dans le plafond de la cabine de pilotage, juste au-dessus de la tête des pilotes, « a mis le feu au matériau de recouvrement inflammable des matelas d'isolation thermique et acoustique », sous les cloisons intérieures de l'appareil. Comme le feu était invisible et qu'il courait en surface de ces matériaux d'isolation vers l'arrière de l'appareil, l'équipage n'a jamais eu la moindre chance de réaliser ce qui était en train d'arriver avant que tous les systèmes s'effondrent.

Depuis 1998, le BST a produit pas moins de 23 recommandations à l'intention des autorités internationales de l'aviation civile, des transporteurs aériens et des constructeurs d'avion visant à modifier toutes les normes d'inflammabilité de tous les matériaux utilisés pour le filage électrique et l'isolation intérieure des appareils, afin d'éviter la répétition de telles tragédies. La quasi-totalité des re-

commandations du BST, qui ont été publiées au fur et à mesure de la progression de l'enquête depuis 1998, ont déjà été adoptées dans le monde, tant pour la construction des appareils et des matériaux

choisis que pour l'inspection de leurs systèmes électriques, la formation de leur équipage face aux dangers d'incendie et l'amélioration des systèmes d'enregistrement de bord.

EN BREF

Violente explosion

UN IMMEUBLE commercial situé au 1880, boulevard Saint-Martin Ouest, à Laval, a été soufflé par une violente explosion tôt hier matin. Un suspect, qui sentait l'essence, sera accusé d'incendie criminel.

Accident mortel à Laval

UN HOMME de Laval âgé de 51 ans est mort hier matin dans le quartier Auteuil après avoir tenté une manœuvre de dépassement.



LA SOCIÉTÉ AMIS POUR TOI INC.
a besoin de vous!

À nos jeunes sans famille et vulnérables, nous tentons de leur offrir un quotidien semblable au vôtre, au nôtre.

Pouvez-vous nous aider à réussir?
Merci d'avance.

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Prov. _____
Code postal _____ Tél. _____

Veillez adresser vos dons à :

La Société Amis pour Toi Inc.
a/s de Soeur Thérèse Paradis
10908, av. Bellevois
Montréal-Nord (Québec)
H1H 3C9

Tél. : (514) 322-0307
Télex. : (514) 329-0405

Un reçu pour fins d'impôt est disponible.

LOTO QUÉBEC		Résultats	
Tirage du 2003-03-26		GAGNANTS	LOTS
6/6	1	5 000 000,00 \$	
5/6+	8	65 913,50 \$	
5/6	274	1 539,60 \$	
4/6	13 019	62,10 \$	
3/6	257 768	10,00 \$	
Complémentaire: (36)		13 540 157 \$	
		Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 \$	
Tirage du 2003-03-26		GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	0	50 000,00 \$	
5/6	20	500,00 \$	
4/6	952	50,00 \$	
3/6	18 640	5,00 \$	
Complémentaire: (33)		573 347,00 \$	
Ventes totales:			
Tirage du 2003-03-27		Extra Tirage du 2003-03-27	
029	0190	NUMÉRO: 112504	NUMÉRO: 971480
Tirage du 2003-03-27		Banco	
01	02	06	18
23	25	29	31
39	44	46	47
49	51	53	57
61	65	66	69

LE VENDREDI À 19 h ET EN REPRISE LE DIMANCHE À 16 h 30, SUR LE RÉSEAU TQS

Journée JACQUES BREL



Aujourd'hui, la Chaîne culturelle rend hommage au grand Jacques.

✦ Toute la journée, diffusion d'extraits de chansons et d'entrevues. Réal. : Clotilde Seille
✦ À 20 h, émission spéciale « Brel, encore et toujours » : ses chansons, ses réflexions sur la vie, la mort et l'art, des entrevues avec sa fille France Brel et avec Bernard Gillain.

Une émission d'Elizabeth Gagnon

Une journée à vivre comme une valse à mille temps, entre le port d'Amsterdam et le plat pays qui est le sien.



www.radio-canada.ca/radio



notre

plus gros bat son plein!

vendredi, samedi et dimanche

Toutes les offres sur cette page sont en vigueur jusqu'au dimanche 30 mars.

la promo Jockey® ... un article gratuit!

à l'achat d'un dessous classique Jockey en coton pour elle ou d'un sous-vêtement classique blanc Jockey® pour lui, vous obtenez un article Jockey gratuit.

Dans le lot : slips à la française, à la garçonne ou échancrés et camisoles pour femme. Sélection de modèles en grandes tailles.

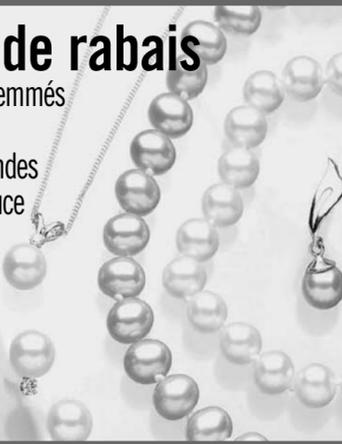
40 % de rabais

pantalons tout-aller Dockers® pour lui
Ord. 69 \$ à 79,99 \$
Solde 41,99 \$ à 47,99 \$



45 % de rabais

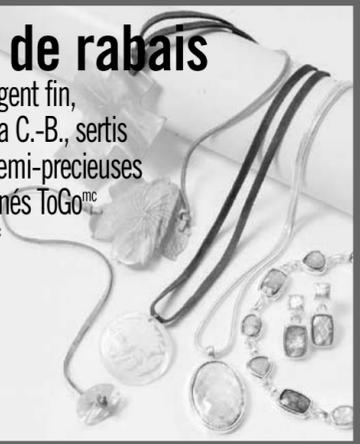
bijoux fins gemmés ou en perles cultivées, rondes ou d'eau douce



30 % de rabais

bijoux en argent fin, en jade de la C.-B., sertis de pierres semi-précieuses et mode signés ToGo™ et Mantles™

Exception : Fossil.



75 % de rabais

flâneur Fairset en cuir pour elle Ord. 40 \$
Solde 9,99 \$



50 \$ à 60 \$ de rabais

chaussures de marche Ranger et Caribou-Lo de Clarks® pour lui
Ord. 160 \$
Solde 99,99 \$ à 109,99 \$



50 % de rabais

oreillers, couettes et couvre-matelas ToGo™ Essentiel, ToGo™ Supérieur et ToGo™ Luxueux



33 % de rabais

linge de table et de cuisine à prix ordinaire



30 % de rabais

litterie



15 % de rabais

petits électros de cuisine et de soins personnels Plus les fers à repasser, les ventilateurs et les purificateurs d'air.



15 % de rabais

lave-vaisselle GE et Profile de GE



400 \$ de rabais

canapés-lits à prix ordinaire



50 % de rabais additionnel

- mode, tenues d'extérieur et lingerie en liquidation pour elle
Exception : mode griffée.
- bijoux en liquidation
- choix de cadres en métal et en bois, en liquidation
- literie en liquidation

40 % de rabais additionnel

- mode et accessoires en liquidation pour homme et enfant
- bougies et accessoires en liquidation

Sur nos derniers prix étiquetés. Le choix varie selon le magasin.

Solde de la saison

du vendredi 28 mars au dimanche 6 avril

achat spécial
29⁹⁹

pantalons cargo et jupes en sergé, en grandes tailles, pour elle
Tailles 14W à 24W.



achat spécial
40 % de rabais

mode Tommy Jeans pour lui
Modèles Classic et Freedom.
Ord. 75 \$.
Solde 44,99 \$



solde 29⁹⁹ à 69⁹⁹

mode Joneswear, Jax II et Kenneth Cole pour elle
Tailles petites dans le lot. Ord. 60 \$ à 200 \$.
Dans certains magasins.



achat spécial
29⁹⁹

polos lisérés Tommy Hilfiger
Ord. 58 \$.



30 % de rabais

mode et jeans CK Jeans pour homme et jeune femme



30 % de rabais

mode choisie mac & jac et Melrose pour elle
Tailles courantes, petites et grandes.



6 articles ou plus :
40 % de rabais

3 à 5 : 30 % de rabais
1 ou 2 : 25 % de rabais
chaussettes et collants opaques ou fins Mantles^{mc}, Silks et WonderBra



50 % de rabais

soutiens-gorge et slips WonderBra sous boîte
40 % de rabais PLUS une remise postale de 10 %



25 % de rabais

sous-vêtements Jockey[®] pour enfant



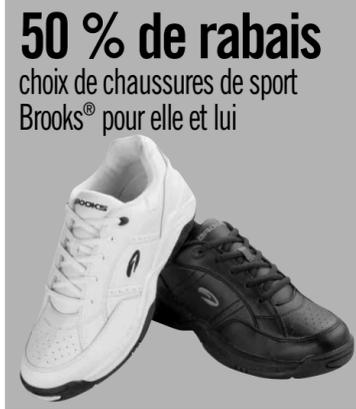
20 % de rabais

couchettes et tables à langer



50 % de rabais

choix de chaussures de sport Brooks[®] pour elle et lui



50 % de rabais

serviettes de bain Ralph Lauren
Ord. 29 \$.
Solde 14,99 \$



achat spécial variété d'ensembles avec housse de couette

Chacun comprend une housse de couette et un ou 2 couvre-oreillers assortis. Tissage jacquard de luxe. Une place à grand lit. Une place 69,99 \$



achat spécial liquidation de serviettes 5 Star de Martha Stewart

Coton bouclé égyptien. Serviettes absorbantes et surdimensionnées. Choix de couleurs et de formats. 7,49 \$



25 % de rabais

gadgets Henckels et Good Grips



60 % de rabais

poêle antiadhésive Encore de T-Fal à thermospot, 27 cm
Ord. 49,99 \$. Solde 19,99 \$



55 % de rabais

batterie de cuisine Commercial de Cuisinart, 10 pièces
Ord. 599,98 \$. Solde 269,99 \$



60 % de rabais

bagages Canadian d'Air Canada, Lite II d'American Tourister, Profile de Samsonite et Legacy de Ricardo of Beverly Hills



MOITIÉ PRIX!

fauteuil inclinable en tapisserie de ton brandy
Ord. 599 \$. Solde 299 \$



Courez la chance de gagner un voyage familial pour 4 à Orlando!



précisions en magasin



OBTENEZ JUSQU'À 50 % PLUS DE POINTS* EN UTILISANT CONJOINTEMENT VOTRE CARTE DE CRÉDIT HBC ET VOTRE CARTE PRIMES HBC.

*Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.



Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
PHILIPPE CANTIN > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
ÉRIC TROTTIER > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Enfin réglé!



MICHELLE BOISVERT
mboisvert@lapresse.ca

On ne peut que se réjouir que le dur conflit qui opposait Vidéotron et ses 2200 employés soit enfin terminé. Passer plus de dix mois sans travail est extrêmement éprouvant pour qui que ce soit, tant sur le plan financier que personnel. Ce que l'on peut cependant déplorer, c'est qu'il ait fallu autant de temps pour le résoudre.

Ce conflit aura fourni un argument de plus en faveur de l'utilité d'une loi anti-briseurs de grève. On peut parier que si Vidéotron avait été soumise au Code du travail québécois plutôt qu'à la loi fédérale, c'est-à-dire si elle n'avait pas pu recourir à des travailleurs de remplacement, l'affrontement entre le câblodistributeur et ses employés aurait pris une toute autre allure.

Déclenché le 8 mai 2002, ce conflit aura en effet été marqué par l'arrogance de la direction de Québecor, propriétaire de Vidéotron, et des actes de vandalisme des plus répréhensibles, perpétrés par des syndiqués.

Car, si patrons et syndicats s'entendaient pour reconnaître que la survie de Vidéotron passait par une réduction de sa structure de coûts, on s'est heurté sur les moyens d'y parvenir.

Au cœur du litige, se situait la vente des services d'installation et de réparation de Vidéotron à une filiale de la société Entourage. Cette vente, qui entraînait le transfert de 664 employés de Vi-

déotron à Entourage, a été reçue comme une gifle par le syndicat, qui en fait une question de principe.

Pour Vidéotron, qui cherchait à diminuer sa masse salariale de 25 millions de dollars, ce transfert lui permettait d'économiser 15 millions d'un coup.

Chacune des parties s'est alors braquée dans ses positions respectives. Après l'échec de la médiation du juge à la retraite Alan B. Gold, considéré comme l'un des meilleurs médiateurs au Canada, on a véritablement mesuré la profondeur de l'abîme.

Pour dénouer l'impasse, Vidéotron se tournera finalement vers Lucien Bouchard, avocat et ancien premier ministre du Québec. De son côté, Henri Massé, le président de la FTQ, allait se joindre aux négociateurs syndicaux.

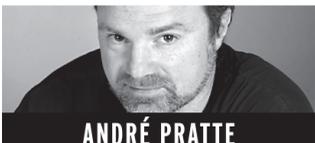
C'était en octobre. Il aura fallu cinq autres mois avant d'en arriver à un compromis. Les négociations ont été ardues. Mais elles sont la preuve qu'il n'y a pas de conflits insolubles, quand on veut vraiment en arriver à une entente. Chaque partie aura cependant dû faire d'importantes concessions.

Si Vidéotron renonce à sa transaction avec Entourage, les syndicats, en contrepartie, acceptent des suppressions d'emplois, un gel des salaires, l'allongement de la semaine de travail et une réduction du nombre de semaines maximal de vacances.

Il serait inopportun pour l'un ou l'autre camp de crier victoire. Il faut désormais panser les blessures et préparer le retour au travail, pour qu'il soit le plus harmonieux possible.

Le syndicat veut cependant continuer à se battre, mais cette fois, pour l'adoption d'une loi anti-briseurs de grève. Cette revendication mérite d'être étudiée de près.

Vive les vacances!



ANDRÉ PRATTE
apratte@lapresse.ca

Réjouissez-vous : si le Parti québécois est réélu, vos prochaines vacances pourraient être en partie payées par le gouvernement. Cela paraît proprement incroyable ; c'est pourtant bel et bien ce qu'a annoncé le premier ministre, Bernard Landry, mercredi.

Si vous achetez un forfait touristique au Québec, le gouvernement vous en remboursera 25 %. Pourquoi ? D'abord, a expliqué M. Landry, pour aider l'industrie touristique québécoise. Ensuite, pour aider les familles à revenu modeste à prendre des vacances. Peut-on être contre ça ?

Oui. Quand les finances d'un gouvernement sont tellement serrées qu'il se plaint chaque jour d'être « étranglé », quant il maintient de peine et de misère l'équilibre budgétaire, il ne devrait pas subventionner les vacances — les vacances ! — des gens.

Le courage de Monique



KATIA GAGNON
kgagnon@lapresse.ca

Personne ne pourra jamais accuser Monique Jérôme-Forget de manquer de bravoure. Mercredi midi, elle s'est honorairement tirée d'un débat potentiellement meurtrier avec André Boisclair et Pierre Bourque sur les enjeux montréalais. Et surtout, à l'issue de cet exercice, elle aura manifesté, en s'affichant clairement en faveur des fusions municipales, un courage qui fait toujours défaut au chef libéral Jean Charest.

Ce faisant, Mme Jérôme-Forget n'a en rien dévié de la ligne de parti : elle croit, comme son chef, que les citoyens devraient pouvoir se prononcer sur d'éventuelles défusions. Mais elle a eu le cran d'affirmer que si elle avait à voter sur cet enjeu, elle serait contre les défusions.

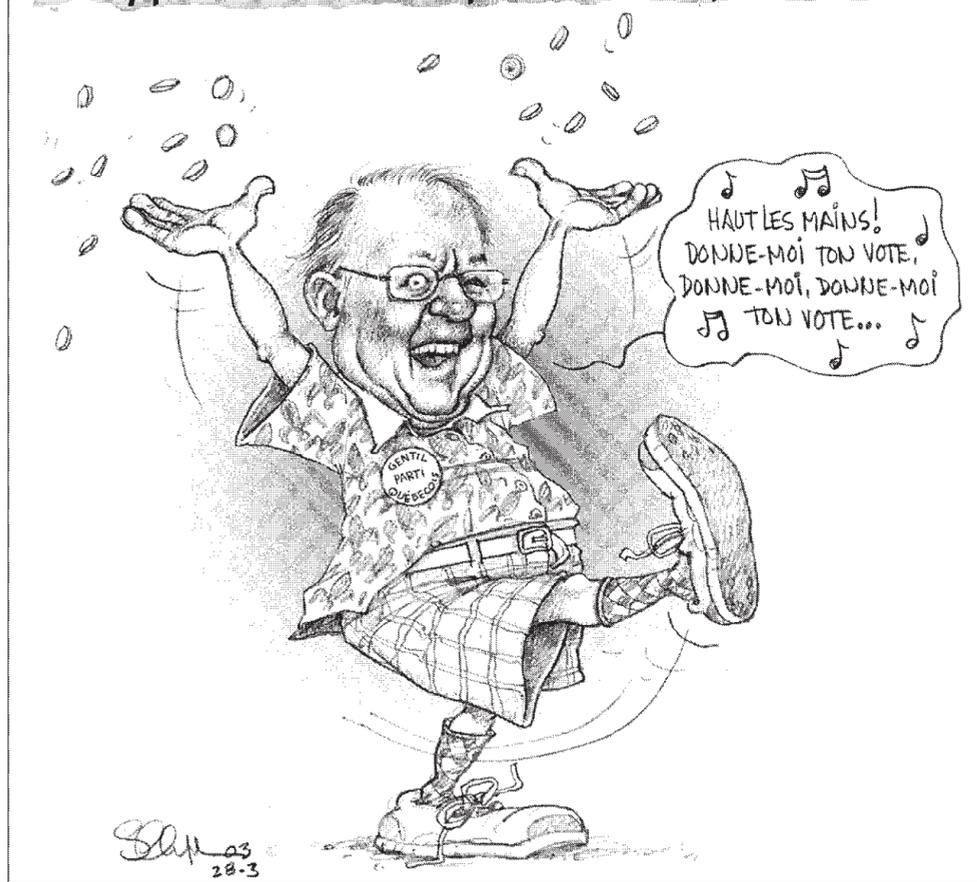
Depuis le début de la campagne,

on pose la même question à Jean Charest. Malgré l'insistance des journalistes, le chef libéral ne s'est jamais prononcé sur le fond de la question des fusions municipales, se bornant à décrier la façon dont le PQ les a réalisées.

M. Charest accuse le Parti québécois d'avoir caché à la population son intention d'enclencher un processus de fusions municipales. C'est vrai, le PQ a manqué de transparence. Mais Jean Charest fait exactement la même chose en ne révélant pas le fond de sa pensée sur les fusions. Résultat : s'il est élu, il le sera sur une équivoque. Du moins sur cette question.

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, a lui aussi gagné ses élections en jouant à l'équilibriste. Il se retrouve coincé entre son désir sincère de développer la grande ville et le respect de sa base militante, opposée aux fusions. Le parti de M. Tremblay n'a plus qu'une mince majorité de voix à l'hôtel de ville. Si l'élection d'un gouvernement libéral sonnait le signal du départ pour certains, Gérald Tremblay se retrouverait sérieusement dans l'embaras. Tout comme Jean Charest.

Landry promet un crédit d'impôt de vacances pour les familles



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Club Med / Québec

Big Brother Landry

J'AI ÉTÉ estomaqué par la promesse de M. Landry qui promet d'accorder un crédit d'impôt aux familles qui voyageront au Québec pour leurs vacances. Après les garderies à 5 \$ et la promesse d'un crédit d'impôt pour les activités sportives des enfants, nous voilà bientôt dans le monde surréel de *Big Brother Landry*.

Comme la campagne est à mi-chemin, voici mes propositions pour les futures promesses péquistes :

> La nourriture : l'importance d'une saine alimentation a un effet important sur la santé. Proposition d'un crédit d'impôt sur la facture d'épicerie (acheté au Québec).

> La maison. L'importance d'un lieu sain ne fait pas de doute sur le bien-être de l'individu. Proposition d'un crédit d'impôt sur les frais d'acquisition et les frais d'intérêts pour la résidence familiale (hypothèque contractée dans une institution québécoise).

> Le linge. L'estime de soi passe par une tenue respectable. Proposition d'un crédit d'impôt pour l'achat de linge (fabriqué au Québec).

Toute notre vie quotidienne sera sous la bonne gouverne de M. Landry, et pour mieux appliquer toutes ces mesures si bonnes pour nous, je lui propose d'instaurer le dépôt bancaire direct de nos chèques de paye dans le compte du gouvernement, et voilà la boucle est complète.

KEN DUBÉ
Sherbrooke

Attachez-le !

TOUS LES partis politiques devraient se rallier contre Bernard Landry et son parti. Il faudrait l'attacher ! Il doit être dénoncé, car malheureusement, au Québec, ce n'est pas tout le monde qui a assez d'intelligence et de bon sens pour comprendre que ses promesses sont pure foutaise. Elles sont malhonnêtes, irréfléchies, fausement alléchantes, fallacieuses, fictives, illusoire, insidieuses, mensongères, irréalistes, trompeuses... Rajoutez-en ! Ça n'a plus d'allure ! Attachez-le quelqu'un !

M. TREMBLAY

Des vacances accessibles !

ON NE PEUT que se réjouir des récentes promesses du premier ministre Bernard Landry, notamment celle qui concerne une troisième semaine de vacances annuelles pour les familles québécoises et celle qui touche l'octroi d'un crédit d'impôt d'un maximum de 1500 \$ par année pour un forfait-vacances au Québec pour les familles dont le



PHOTOTHÈQUE, La Presse

Subventionnées ou pas, des vacances à Percé, en Gaspésie, restent toujours agréables.

revenu annuel est inférieur à 50 000 \$.

Les dernières enquêtes sur la question des vacances révélèrent que plus de 50 % des Québécois ne pouvaient partir en vacances, principalement pour des raisons socio-économiques. Enfin, des mesures concrètes pour permettre à plus de Québécois de se ressourcer, de se retrouver en famille, en dehors de leur domicile habituel, tout en favorisant le développement économique des régions. Bravo !

Ces mesures devraient constituer l'amorce d'une véritable politique pour accroître l'accessibilité au tourisme et aux vacances : mesures législatives pour accroître le temps de vacances, aides à la personne et aux familles, soutien financier aux infrastructures de vacances de l'économie sociale (camps de vacances pour jeunes, camps familiaux, auberges de jeunesse, bases de plein air), mesures concrètes pour aider les établissements touristiques à accroître leur accessibilité pour les personnes à capacité physique restreinte.

Les récents engagements du premier ministre Landry sont prometteurs : espérons qu'ils s'inscrivent dans une véritable politique des vacances et du tourisme pour les Québécois, axée sur l'accessibilité pour tous !

LOUIS JOLIN
Département d'études urbaines et touristiques
UQAM

Des promesses loufoques

EN TOURNÉE mercredi sur la Côte-Nord, Bernard Landry y va encore d'une promesse incroyable. Il promet un crédit vacances-famille sous forme de remboursement d'impôt et couvrant le quart du coût des

vacances d'une famille. L'on peut lui demander : « Un char fourni avec ça ? » Il est bien clair pour nous, payeurs d'impôts qu'il veut notre bien, et qu'il fait tout en son possible pour l'avoir en entier...

Les récentes analyses du système de garderies à 5 \$ et de la mesure proposée de la semaine de quatre jours, effectuées indépendamment par des experts universitaires qualifiés et présentées dans *La Presse*, révèlent que ce ne sont pas les panacées que nous a décrites le PQ.

Tout ce que nous révélons ces mesures péquistes, c'est un désir constant de décider tout et pour tous, et de garder la tête en Amérique du Nord au chapitre de la perception d'impôts et taxes. Ils appellent ça de la social-démocratie. Pour ma part, je crois que c'est beaucoup plus à gauche que ça.

Il semble bien que l'avalanche récente de promesses loufoques reflète une crainte devant la remontée des libéraux dans les sondages.

RENÉ MIGLIERINA
Montréal

Youpi ! C'est Noël !

DES MILLIONS par-ci, des milliards par-là. Un petit bout d'asphalte par-ci, un gros bout par-là. Des appuis syndicaux par-ci, par-là. Des promesses, des promesses. Wow ! Je suis époustoufflé ! N'y a-t-il pas dans notre histoire collective un dénommé Duplessis qui troquait des votes contre des bouts de routes, des télévisions, des frigos ? Toujours est-il que la tactique est efficace car, selon le dernier sondage, 50 % des francophones mordent à l'hameçon du PQ. Il y en a encore qui croient au Père Noël. Oh ! Oh !

ALAIN DUPUIS

Forum



PHOTO AP

Les *bodybags* de soldats tombés au combat viendront-ils hanter de nouveau les Américains ? Pour le moment, seules des images de *boys* blessés et transportés dans des hôpitaux militaires circulent dans les médias nord-américains.

Le retour des *bodybags*

Les attaques terroristes du 11 septembre ont causé un traumatisme qui surclasse le « syndrome du Vietnam » dans l'imaginaire américain

FRÉDÉRIK GAGNON

L'auteur est chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Institut d'études internationales de Montréal, UQAM (www.dandurand.uqam.ca).



LORSQUE LES réseaux d'information ont diffusé les premières images de soldats américains tués au combat en Irak, le week-end dernier, une question était sur toutes les lèvres des observateurs et des analystes de la politique étrangère américaine : la population américaine continuerait-elle à appuyer aussi favorablement l'intervention en Irak, et ce, au détriment de pertes américaines ?

Les tendances historiques de l'appui américain aux interventions militaires des États-Unis depuis la guerre du Vietnam porteraient à croire que non. De tous les objectifs évoqués par les présidents américains pour justifier l'usage de la force à l'étranger, celui de renverser un régime a rarement recueilli l'approbation populaire aux États-Unis.

L'opération « Liberté de l'Irak » se déroule cependant dans le contexte international de l'après-11 septembre 2001. Les attaques terroristes sur Washington et New York ont causé un traumatisme qui surclasse à l'heure actuelle le « syndrome du Vietnam » dans l'imaginaire américain. L'aversion des Américains pour la mort de leurs « boys » existe toujours. Ils sont toutefois conscients qu'ils doivent essayer des pertes pour atteindre leurs objectifs de politique étrangère.

Le « syndrome du Vietnam »

En raison de la guerre du Vietnam, la première guerre vécue à la télévision, les Américains éprouvent un véritable dégoût pour la perte de militaires au front, résultat des horreurs de cette intervention rapportées quotidiennement par les nombreux médias pré-

sents sur le terrain à l'époque. Si on croyait avoir résolu le « syndrome du Vietnam » avec la guerre du Golfe en 1991, l'échec de la mission en Somalie (1992-1994) a ravivé l'aversion américaine pour les terribles conséquences de la guerre.

Le président Clinton avait alors indiqué que la préservation des vies américaines serait l'un des paramètres de base des prochaines interventions militaires des États-Unis. Pour cette raison, les Américains ont été réticents à intervenir au Rwanda tandis qu'au Kosovo, en accord avec la doctrine du « zéro mort », ils ont évité de lancer des opérations terrestres et ont privilégié les bombardements aériens à haute altitude pour minimiser les risques de pertes au sein des forces de l'OTAN.

Avant les événements tragiques du 11 septembre 2001, l'appui populaire américain aux interventions militaires des États-Unis a suivi trois tendances.

> Premièrement, le gouvernement américain a reçu la confiance de sa population lorsque le motif pour utiliser la force était clair, précis et limité. Durant la guerre du Golfe en 1991 par exemple, les troupes coalisées avaient pour mission de chasser l'armée irakienne du Koweït, ce qui a été bien reçu par les Américains. 70 % d'entre eux appuyaient les premiers déploiements militaires en Arabie Saoudite et certains sondages indiquaient qu'une majorité aurait accepté de perdre au moins 10 000 soldats coalisés.

> La deuxième tendance de l'appui populaire américain à l'usage de la force concerne les interventions humanitaires. En Somalie par exemple, les Américains ont été peu en-

clins à sacrifier la vie de leurs soldats pour une mission compliquée et au mandat vague. Si 70 % approuvaient les efforts de l'administration Bush durant la phase essentiellement humanitaire de l'opération somalienne, cette proportion a chuté à 35 % en octobre 1993, lorsque dans l'espoir de capturer le général Aideed, une trentaine de soldats américains sont morts dans des affrontements avec des milices somaliennes. La diffusion d'images de soldats américains inanimés et traînés dans les rues de Mogadiscio a alors provoqué le retrait immédiat des troupes américaines de la Somalie.

> Troisièmement, comme le démontrent les cas du Nicaragua (1981-1990), du Panama (1989) et d'Haïti (1994-1996), la population américaine a été réticente à appuyer l'utilisation des militaires pour forcer des changements de régimes politiques. À cet égard, l'opération « Liberté de l'Irak » constitue peut-être un bouleversement important pour la politique étrangère américaine : d'une part, depuis février 2002, un sondage *New York Times/CBS News* montre qu'en moyenne, 70 % des Américains appuient l'actuel projet de l'administration W. Bush de renverser le pouvoir de Saddam Hussein par la force (cette proportion atteint présentement 77 %) ; et d'autre part, le même sondage montre qu'aujourd'hui, 65 % des Américains sont prêts à accepter une perte substantielle de soldats coalisés pour l'opération « Liberté de l'Irak ».

L'avenir des interventions militaires américaines

Le « syndrome du Vietnam » et le cauchemar somalien sont-ils chose du passé ? Il est

Pour une rare fois depuis 30 ans, la population américaine pourrait accepter la perte de nombreux militaires américains pour le renversement d'un régime.

« Selon vous, qui va gagner le 14 avril ? »

Il n'est pas sans intérêt que l'on demande aux électeurs d'anticiper qui va gagner les élections



PIERRE DROUILLY

L'auteur est professeur au département de sociologie de l'UQAM.

IL Y A environ un quart de siècle, la sociologue allemande Elisabeth Noelle-Neumann publiait un étude sur l'opinion publique intitulée « La spirale du silence », malheureusement trop souvent oubliée par les observateurs de la scène électorale.

Le point de départ de cette étude avait été les élections allemandes de 1965 et de 1972, au cours desquelles, malgré une presque égalité entre les intentions de vote pour les deux principaux partis tout au cours de la campagne électorale, la perception du parti qui gagnerait l'élection avait été toute différente : les répondants dans les sondages anticipaient mieux le parti gagnant que ce que les intentions de vote indiquaient.

Au Québec, nous avons eu plusieurs exemples de ce phénomène : le dernier en date fut le référendum de 1995. En début de campagne, le Oui traînait loin derrière le Non dans les sondages, mais très rapidement le nombre de répondants qui pensaient que le OUI pourrait l'emporter se mit à progresser, et en fin de campagne, une légère majorité pensait que le Oui pourrait gagner, ce qui anticipait le résultat final du vote, au cours duquel le Oui et le Non sont arrivés presque à égalité.

La question clé dans les sondages pour mesurer ce phénomène est la suivante : « selon vous, qui va gagner les élections ? ». Si une majorité de répondants croyait encore en mai 2002 que le PLQ gagnerait une élection (l'anticipation d'une victoire du PQ n'étant partagée que par 15 % des répondants), dès l'automne 2002 une légère majorité (relative) des répondants pensait que l'ADQ gagnerait les élections.

Aujourd'hui la situation est tout autre :

alors que le pourcentage de personnes qui croyaient en une victoire du PQ est restée à un très bas niveau jusqu'à l'automne dernier, aujourd'hui la moitié des répondants croient à une victoire du PQ, et à peine 4 % des répondants croient à une victoire adéquate. Il s'agit là, bien entendu, de la meilleure bonne nouvelle pour le PQ à mi-campagne, meilleure que les intentions de vote, et il est à souhaiter que les sondages intègrent cette question systématiquement dans leurs questionnaires futurs.



Dans le plus récent sondage CROP, 80 % des péquistes croient à une victoire du PQ, mais aussi 29 % des libéraux, 43 % des adéquistes ainsi que le quart des répondants discrets. Alors que seulement 51 % des libéraux croient à une victoire libérale, et seulement 14 % des adéquistes croient à une victoire adéquate.

Quand on demande aux gens d'anticiper qui va gagner l'élection, on leur demande en fait d'apprécier le mouvement de l'opinion : ce qu'ils lisent, entendent et voient dans les médias intervient bien entendu dans leur appréciation, mais surtout intervient ce qu'ils perçoivent dans leurs milieux de vie (famille, amis, voisins, collègues de travail, etc.). On leur demande au fond quel est l'air du temps, et dans quelle direction le vent politique souffle, indépendamment de leur propre opinion politique.

C'est pourquoi l'anticipation du gagnant n'est pas exactement la même chose que l'intention de vote : on peut très bien avoir l'intention de voter pour tel parti, mais penser qu'il n'a aucune chance de gagner. Mais si autant de personnes aujourd'hui pensent que c'est le PQ qui va gagner le 14 avril, cela illustre certainement qu'il s'est passé quelque chose d'imprévu, mais d'important, dans l'opinion québécoise depuis quelques semaines. Et tant que cette perception se maintiendra chez les électeurs, la chose a bien des chances de se produire.

venez en nombre fêter l'ouverture d'IKEA Boucherville

 } ce week-end, à toutes les heures, une personne gagnera tous ses achats chez IKEA à Boucherville

tous les autres feront des économies étonnantes



4⁹⁵ \$ les 8

BUMERANG
Cintres en bois
[Prix courant, 7,95 \$]



19 \$ ch.

KRABB Miroirs
[Prix courant, 29,95 \$]



29 \$

GOLIAT
Poste de travail
Finition hêtre ou bouleau
[Prix courant, 69 \$]

24⁹⁵ \$

SKYAR Lampadaire
[Prix courant, 49,95 \$]



24⁹⁵ \$

MINUSKEL
Service de vaisselle
Noir, 20 pièces



4⁹⁵ \$

TRAKTAT
Service de couverts
20 pièces
[Prix courant, 8,95 \$]



39 \$

FLÄRKE
Bibliothèque

399 \$

VÄRNAMO Canapé



IKEA fête l'ouverture officielle de son nouveau magasin de Boucherville toute la semaine. Il y aura des surprises inördinaires comme des tirages toutes les heures certains jours, ce qui vous permettra peut-être de gagner tous vos achats. Ces festivités sont si irrésistibles que le magasin IKEA de Montréal est aussi de la partie. Vous pourrez y profiter des mêmes prix réduits pour un temps limité. Voilà toute l'inspiration qu'il vous faut pour améliorer votre intérieur... et votre vie ! Au plaisir de vous voir.



les festivités se poursuivent

IKEA Boucherville : autoroute 20, sortie 95 (450) 449-6755. Lundi à vendredi : 10 h à 21 h. Samedi et dimanche : 9 h à 17 h.
IKEA Montréal : autoroute 40 et Cavendish. (514) 738-2167. Lundi à vendredi : 10 h à 21 h. Samedi : 9 h à 17 h. Dimanche : 10 h à 17 h.

Offres valables pour un temps limité. Prix en vigueur jusqu'au 6 avril ou jusqu'à l'épuisement des stocks. © Inter IKEA Systems B.V. 2003. Assemblage requis.